LE 2^m CONGRES DU P.C.R m-I

VOIR LE COMPTE-RENDU PAGE 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

orden

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 22 JUIN 1,50 F Nº 215

Belgique: 15 FB Commission Paritaire Nº 56 942

Procès Siméoni VERDICT **AUJOURD'HUI**

ATTAQUE

veau projet de loi sur les mage. Le gouvernement augmenter les aides aux que d'améliorer l'indemnisation des chômeurs. C'est-è-dire plus d'argent pour les patrons, moins pour les chômeurs.

A Felletin, dimanche, Chirac a fait les mêmes menaces : «Notre systéme d'indemnisation est certes généreux mais dans certaines circonstances, il n'incite guère à la recherche sérieuse d'un de misère, les maladies emploi».

Les chômeurs sont une nouvelle fois accusés de na pas rechercher de travail et donc d'être res-ponsables de leur situation, ce qui disculpe à bon compte les patrons et le gouvernement.

Il est clair que les modirecherché du travail, par crise.

Dès ce soir, les députés ce moyen est éliminé un vont examiner un nou- grand nombre de chômeurs. Le gouvernement indemnisations de chô- entend renforcer encore ce barrage, diminuer le a déjà précisé dans quel nombre de ceux qui tousens il entendait aller : chent les 90 %, limiter le temps pendant lequel industriels pour qu'ils ils les touchent. Il veut créent des emplois plutôt obliger les travailleurs sans emploi à accepter n'importe quel emploi, même déqualifié, même avec perte de salaire et dans n'importe quelle région, sous peine de se voir supprimer les indemnités de chômage.

> Les libertés de Chirac. c'est la liberté d'accepter le chômage, les salaires professionnelles, les accidents du travail, la répression patronale... et, pour les chômeurs, s'ils ne veulent pas perdre leurs indemnités, la liberté d'accepter le premier emploi venu.

«Contraintes», remise en cause des «indemnisations» de chômage ! fications qui seront ap- Après les atteintes aux portées dans le règlement libertés syndicales, au des indemnisations vise- droit de grève, pour nous ront à les diminuer en enlever toute possibilité instituant de nouveaux de riposte, les projets du barrages pour restreindre gouvernement se préciencore le nombre de ceux sent. Ce n'est que par qui les touchent. Tous les une lutte d'ensemble que trois mois, ils doivent nous pourrons l'obliger à faire la preuve qu'ils ont renoncer à sa politique de

> Il y a 40 ans LE FRONT **POPULAIRE** Aujourd'hui: le tournant

Sécheresse: les restrictions

Depuis hier l'EDF applique une baisse de tension de l'électricité, les effets s'en font ressentir sur l'éclairage, et la puissance des appareils électriques. Dans certaines usines, l'EDF en coupant l'électricité pendant plusieurs heures, met des ouvriers au chômage technique. Ce sont les seules mesures avec les 50 millions débloqués pour les paysans, que le gouvernement a pris jusqu'à maintenant pour enrayer les conséquences de la sécheresse. Ajoutons toutefois la nomination d'un «Monsieur Sécheresse» chargé d'étudier les conséquences de la sécheresse et de proposer des solutions.

Pendant ce temps, la situation des paysans, les premiers touchés, s'aggrave de jour en jour, comme le rapporte notre reporter dans la région de Vire.

Voir p. 3

Voir p. 8

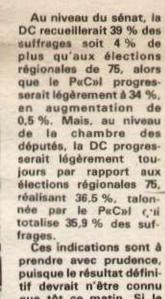
ITALIE:

Premiers résultats électoraux

Les premiers résultats partiels qui nous sont parvenus hier soir des élections italiennes indiquent des tendances différentes de celles qui

s'étaient affirmées lors des élections régionales de 1975 où la Démocratie Chrétienne (DC) avait vu se tasser nettement le nombre de ses suffrages,

tandis que le parti révisionniste progressait de manière assez spectaculaire au point de talonner la DC, parti dominant depuis trente



Ces indications sont à prendre avec prudence, puisque le résultat définitif devrait n'être connu que tôt ce matin. Si le résultat confirmait ces indications, cela signifierait que la campagne de la DC lui a permis d'enrayer l'érosion de son potentiel électoral, et de limiter la progression du P«C»I confirmée par tous les scrutins régionaux ou législatifs des six dernières années. Sans doute ce résultat a-t-il été obtenu par ce parti pourrissant grâce à sa campagne orientée sur deux thèmes : le chantage au désordre, et l'assimilation du P«C»I à LURSS.

Si les résultats électoraux se confirmaient, ils signifieraient aussi le maintien de l'impasse gouvernementale dans laquelle étaient embourbés les parlements italiens : ni compromis historique possible, ni reconstitution d'une sollde alliance DC-centre gauche. Ces élections ne permettent à aucun parti d'enrayer la grave crise politique et économique qui sévit au-delà des



Le régime raciste ébranlé par de nouvelles

manifestations

SOMMAIRE:

 Caluires-Légumes : solidarite autour des grévistes p. 4

• 6º Congrès de l'UGICT-CGT les cadres à la barp. 5 re

 Sévices policiers les victimes accusent : la suite de notre enquê-

Liban : le cessez-le-feu sera-til respecté ? p. 7

e Giscard à Londres : le poids de l'Allemagne dans la rencontre franco-britannique

LE 2º CONGRÈS DU PCRml (2)

LA CRISE POLITIQUE EN FRANCE

«La révolution est l'affaire de notre génération». Cette conclusion de la partie du programme consacrée à la crise politique de l'impérialisme français, indique clairement les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui au peuple de notre pays et l'importance des táches qui incombent à tous les révolutionnaires. Cette conviction que la Révolution est à l'ordre du jour en France unissait tous les délégués, qui participaient aux travaux du 2* Congrès du PCRml.

C'est cette conviction qui animait les congressistes pour le sérieux de la mise au point du programme devant servir de base de regroupement à des milliers de travailleurs révolutionnaires.

Une conviction qui n'est pas une profession de foi mais, la conclusion d'une analyse minutieuse de la réalité qui se reflétait dans la lecture du rapport politique et qui s'exprime dans le contenu du nouveau programme du PCR.

La partie du programme consacrée à la crise politique en France sanctionne les grands progrès réalisés dans la précision de la ligne politique du Parti et l'importance des liens établis avec les masses populaires puisque c'est en s'appuyant sur elles, sur leurs luttes, sur leurs idées, qu'a pu progresser l'élaboration de la ligne du Parti,

En montrant comment aujourd'hui, pour la socié-

té française, toute une péride historique s'achève, comment la bourgeoisie «se révélant incapable de définir un projet cohérent de société, d'assurer l'avenir, de préserver à son profit un certain consensus social, la bourgeoisie voit son système de domination politique profondément ébranlé», le PCRmI affirme sa rupture avec l'attitude consistant à ressasser des généralités telles que «la crise générale de l'impérialisme». Oui, l'ensemble du monde capitaliste connaît aujourd'hui la plus grave crise économique depuis la guerre, mais, comment mener à bien l'action révolutionnaire si l'on n'envisage pas comment les difficultés économiques de l'impérialisme français réduisent considérablement les bases matérielles mêmes de la politique de la bourgeoisie de corruption et d'alliance avec d'autres classes. Si l'on n'envisage pas comment l'impérialisme français, relégué au rang de puissance secondaire, subissant les pressions croissantes des super-puissances et devant faire face à la force grandissante du Tiers Monde où il détenait jadis des chasses gardées, doit en même temps affronter la volonté grandissante de luttes de la classe ouvrière

Comment mener à bien l'action révolutionnaire si on n'envisage pas comment le recours par la bourgeoisie depuis deux ans, à un nouveau modèle

qui a fait, depuis la guerre,

l'expérience de la «société

de consommation».

de collaboration de classes: le modèle de crise, illustre l'ampleur de ses difficultés à continuer à gouverner, d'autant que l'idéologie révisionniste qui s'est largement alimentée des illusions développées par le modèle de consommation, subit du coup une brutale remise en cause.

Les progrès accomplis dans l'élaboration de la théorie de la révolution en France et que sanctionne le 2º Congrès du PCRml, sont une victoire contre les points de vue dogmatiques existant encore dans et hors du Parti et qui, sous couvert de défendre la pureté des principes 1du marxisme-léninisme, entrent en contradiction avec le nouveau qui s'affirme dans le mouvement des masses, et servent de fondement à une ligne révisionniste.

De ce point de vue, le 2º Congrès du PCR est une étape importante dans la lutte entre la voie bourgeoise et la voie prolétarienne, dans le processus d'édification du Parti de type nouveau. De la poursuite de cette lutte, de l'écrasement des conceptions révisionnistes, dépend la construction du front de lutte contre la crise qu'il nous faut bâtir aujourd'hui, et qui s'esquisse déjà autour des licenciés de Durafour autour des Câbles, de Bourgogne-Electronique, autour des usines occupées.

Un front qui rassemble

non seulement les ouvriers zévolutionnaires, mais aussi les partisans d'une stratégie de débordement, et également les ouvriers révisionnistes et réformistes, acculés par la bourgeoisie à passer à la lutte sans attendre les échéances électorales de 78.

La perspective de ce front de lutte contre la politique de crise de la bourgeoisie, objet des discussions du Congrès et d'une résolution (que nous évoquerons prochainement dans ces colonnes) indique l'enjeu : une issue révolutionnaire à la crise.

TRIBUNE DU III CONGRÈS : QUE LE DÉBAT SE POURSUIVE !

Pendant plusieurs semaines, la tribune du Ile Congrès du PCRml s'est tenue dans le «Quotidien du Peuple». Elle a permis, dans le style politique de masse que notre Parti entend donner à son action, de confronter les points de vue de ses militants, de travailleurs révolutionnaires, d'autres organisations, sur de nombreux points cruciaux de notre ligne politique.

Aujourd'hui que cette ligne, concentrée dans le programme est adoptée par notre II° Congrès, le débat n'est pas pour autant clos. C'est dans son activité politique de tous les jours, dans un mouvement constant de concentration des idées justes des masses, que le parti révolutionnaire élabore et enrichit sa ligne politique. Dans les semaines et les mois à venir, le «Quotidien du Peuple» s'engage à devenir le lieu, toujours plus efficace, de cet indispensable débat.

UNE OUVRIÈRE DE BOURGOGNE-ELECTRONIQUE DÉLÉGUÉE AU CONGRÈS

Elle est ouvrière à Bourgogne Electronique, à Dijon, où elle s'est, avec la cellule du Parti, montrée active dans la lutte, menant le combat pour la démocratie prolétarienne, pour la prise en main de masse, de la grève, pour le rassemblement de toutes les conditions de la victoire. Avec d'autres camarades, qui ont à divers titres une expérience du travail parmi les femmes du peuple, elle a rédigé, à la demande du congrès, l'amendement au programme concernant le rôle des femmes dans la lutte des classes.

«Ce qui est nouveau, c'est comment notre discussion a permi de dégager qu'aujourd'hui, les femmes aspirent de plus en plus à participer à la production et à la lutte des classes, à y prendre leur place pleine et entière. Le congrès a discuté de la nécessité ou non d'une organisation séparée des femmes ; nous sommes arrivés à la conclusion que la crise politique de la bourgeoisie se manifestait de sorte qu'aujourd'hui, cette organisation ne serait pas juste.

En effet, elles ne sont pas seulement sensibles, parce qu'elles gèrent le budget du ménage, aux fins de mois difficiles, dues à la cherté de la vie et au blocage des salaires. Travailleuses, etles en tirent la conclusion qu'elles doivent se jeter dans la lutte, comme dans mon usine où elles se sont montrées fermes dans la défense de la revendication des quatre cents francs. Femmes au foyer, elles en viennent aussi à soutenir avec décision la lutte engagée par leurs maris dans les usines : c'est ce que rapportait la camarade de Caen, à propos du soutien à la grève de la SAVIEM organisé dans le quartier d'Hérouville.

Dans ce mouvement, même si les anciens obstacles, tels que l'individualisme
dans les tâches ménagères,
la conception bourgeoise de
la famille, demeurent, ils sont
aujourd'hui contestés par les
femmes elles-mêmes: des
initatives d'entre'aide sont
prises sur les quartiers. A la
B.E. un nombre de plus en
plus grand de femmes
participent à l'occupation la
nuit, au fur et à mesure de la
grève,

En discutant à fond de ces questions, en brisant la conception selon laquelle il fallait une organisation séparée de femmes, pour la seule raison que «c'est l'habitude», le congrès a permi d'enrichir sur ce point notre conception de la crise.

expérience directe, la question de l'unité de la classe ouvrière, celle de l'unité populaire, se sont des facteurs décisifs pour parvenir à briser la répression qui est la seule réponse de la bourgeoisie à nos luttes. Particulièrement, les diverses tentatives pour avancer vers une coordination des luttes, qui se heurtent aux barrages dressés par les directions réformistes et révisionnistes de la CFDT et de la CGT. vont clairement dans ce sens, de même que le début de constrution d'un soutien national à notre combat.

La question : «produire, oui, mais pour quelle classe ? » se trouve au détour de toutes les remises en cause de la domination bourgeoise. Et elles sont nombreuses. Quand Giscard prétend imposer son modèle de crise, nous faire croire que «nous sommes tous dans la même galère», les travailleurs ripostent, comme dans mon entreprise, en exigeant des augmentations de salaire substantielles. Sur des questions telles que la nourriture, la santé, la conscience croît que c'est le capitalisme qui détruit la vie des travailleurs.

Et les grands moyens d'information, par lesquels la bourgeoisie tente de contrôler idéologiquement la classe ouvrière, connaissent de plus en plus d'échec : dans une entreprise occupée, l'annonce à la télévision de la fouille des voitures ne peut-être comprise, comme Puniatowski le prétend, comma un renforcement de la sécurité des Français : c'est clairement comme mesure de répression contre les travailleurs que la mesure est comprise.

En adoptant, d'une manière claire et définitive, la ligne du parti concernant la situation de crise politique en France, le 2eme congrès a contribué à éclairer l'ensemble de ces faits partiels, à leur donner tout leur sens politique, à nous permettre de nous en saisir pour notre lutte révolutionnaire».

LES JEUNES FACE À LA CRISE

Roger, 19 ans, ouvrier intérimaire dans la sidérurgie lorraine. Il a monté un cercle de l'organisation de jeunesse à Thionville avant de devenir membre de la direction de l'UCJR lors du Congrès constitutif de cette organisation, en mai 75.

«L'analyse que fait le Parti de la crise, ce qui est indiqué à ce sujet dans le programme adopté par le deuxième Congrès du Parti, permettent d'expliquer ce que signifie la révolte de la jeunesse aujourd'hui.

La jeunesse a été en tête pour remettre en cause ces dernières années le vieux modèle de collaboration de classes. A l'école, dans les loisirs, dans la famille, ce que la jeunesse combat, ce n'est tout le système. Dans les usines, les jeunes ont été parmi les premiers à s'opposer au chantage à la crise. Dans les quartiers populaires,

les jeunes adoptent une attitude offensive face à la
répression. Des catégories
qui étaient un peu muettes,
par exemple à cause du
paternalisme, ont commencé
à s'agiter : ainsi, les apprentis. Et c'est dans la jeunesse
aujourd'hui que le révisionnisme est le plus construit sur
du sable, qu'il est le plus
contesté.

La réalité de la crise politique, elle se mesure aussi au fait que la jeunesse a rejeté de plus en plus massivement ces dernières années, tous les dérivatifs à la contestation de la société actuelle mis en avant par la bourgeoisie : la drogue, les communautés, etc... De même, dans l'aspiration à «vivre au pays», la jeunesse, très touchée par l'exode, occupe une place très importante dans les mouvements régionalistes.

Signe de la maturation du mouvement, de la jeunesse, une partie de plus en plus

importante de celle-ci reconnaît le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la remise en cause de l'ordre établi. En 68, le mouvement étudiant avait pu jouer un rôle de detonateur mais, aujourd'hui ca ne peut plus se passer de la même façon. La prolétarisation croissante du Parti, telle qu'elle était marquée par la présence très nombreuse de camarades ouvriers, délégués au Congrès, souligne avec force ce que de plus en plus de jeunes dégoûtés par les organisations petitesbourgeoises, comprennent : c'est à la classe ouvrière que revient le rôle décisif, c'est elle qui est la classe la plus dangereuse pour le capitalisme. Et notre fonction première, en tant qu'organisation de jeunesse, est que le mouvement de la jeunesse contribue à la réalisation de l'unité populaire autour de la classe ouvrière.

On est venu au Congrés du

Abstract and the sent stranger and the present of the sent and the sen

Parti dans l'esprit de s'éduquer, de s'assimiler la ligne du Parti. En tirant le bilan, qui est largement positif, d'un an d'UCJR, on s'est rendu compte que notre intervention dans la jeunesse devait être consolidée au point de vue politique. Par exemple, on s'est souvent contenté de dénoncer les révisionnistes comme des gars qui manipulent les jeunes. Un point du programme comme celui concernant le proiet de capitalisme d'Etat nous donne des armes précieuses pour mieux éclairer le combat des

En montrant que la Révolution est l'affaire de notre génération, le programme adopté, après de larges discussions, nous incite à la lutte, car les jeunes auront forcément une grande place à y tenir, non seulement pour l'insurrection mais aussi pour la construction du socialis-

Mais je veux aussi aborder la partie du programme adopté au congrès, qui trace le tableau général de la crise. Aujourd'hui, et nous en avons à la B.E une

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Sécheresse

EN PARCOURANT LE BOCAGE NORMAND...

Une sécheresse jamais vue depuis 1921. Pour les paysans de l'Ouest, la sécheresse s'achemine pas à pas vers la catastrophe. Depuis plus de deux mois, il n'a pas plu «La Normandie est une des régions les plus arrosées de France. Il y pleut en moyenne 255 jours par an». C'est ce que les enfants de Normandie apprennent à l'école. Oui, mais cette année depuis décembre, il n'est tombé que 50 % du volume habituel des précipitations. Une sécheresse comme on n'en avait pas vue depuis 1921

«En Normandie, la terre aime l'eau». De l'eau, il n'y en a pas. Juste un peu de brume le matin parfois, qui donne un peu de fraicheur. Des paysans en profitent pour semer un peu d'engrais. Mais cela s'arrête là. Le sol est sec, jusqu'en profondeur.

normand du côté de Vire, Saint-Severt, Villedieu, on ne voit pas de ces champs craquelés, de ces paysages lunaires sous un soleil torride auxquels la presse à sensation à chercher à nous habituer. Non, le bocagé, ce n'est pas le Sahel. C'est même relativement vert, les haies sont vertes, les arbres aussi, on y voit des ruisseaux, des vaches qui paissent tranquillement sous un ciel couvert. Mais pourtant la sécheresse est là et elle est grave. La diversité des situations est énorme dans cette partie du bocage. Les côteaux les plus ensoleillés sont plus touchés que la plaine ; sur les côteaux les champs exposés au Sud le sont plus que ceux qui sont tournés vers le Nord. Cette année, tous les rendements ont baissé, la récolte de foin est inférieure à celle des autres années. «Ici on en fait 3,5 tonnes environ. Cette année, on en fera que la moitié I Si d'ici quinze jours, trois semaines, il n'a pas plu, il nous faudra délier le foin bottelé, le foin réservé pour l'hiver. Et l'hiver que va-t-on donner à manger aux bêtes ? Le fourrage a plus que doublé. Les profiteurs le vendent à 100 000 anciens francs la tonne. A ce prix là, il n'est pas question de l'acheter In, dit-on à Saint-Aubin des Bois. «Regardez ce champ, il est tout sec, plein d'herbes dures. On a laissé les vaches là-dessus, la production de lait a baissé. En ce moment, on a mis les vaches sur le ray-grass. Ca va mieux pour

En parcourant le bocage

Sur les coteaux du côté de St Vigor, c'étaient des champs rouges, roussis, brûlés par le soleil, «Ceux-là ne pourront pas repartir même s'il pleut». Les exploitations font de quinze à vingt-cinq hectares en movenne. Les paysans font leurs comptes. «Moi, j'ai perdu les trois quarts de ma récolte de foin. Acheter du foin à 100 000 F la

huit jours. Mais après ?»

tonne, il n'en est pas question. Je préfère vendre mes bêtes plutôt que de les nourrir à ce prix-là ! Quand on va être obligés de délier le foin pour l'hiver, ça deviendra très grave. Déjà que nous marchons sur une corde raide, la sécheresse là-dessus ça n'arrange rien I Les gros, ils peuvent tenir, mais nous si on emprunte, il faut rembourser. Avec tous les emprunts qu'on a déjà sur le dos, ça n'est pas possible lu

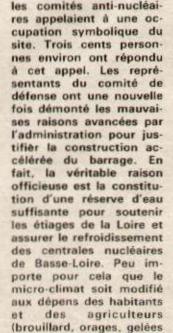
UN DERNIER ESPOIR : LE MAIS

La grosse préoccupation, c'est le mais. Dans le bocage, le mais a commencé à être planté, il y a dix ans. D'abord sur de petites parcelles, peu à peu, il s'est étendu compte tenu de ses qualités. Nourrissant pour les bêtes, on peut en produire beaucoup sur de petites surfaces. Les rendements en lait sont meilleurs qu'avec le foin. «Sur ce champ, je fais cinquante à soixante tonnes de mais d'habitude, plus que le foin sur tout le reste de l'ex-ploitation !» Le baromètre de l'anxiété, c'est le mais. Avec la sécheresse, il n'arrive pas à monter. Il a d'ores et déjà au moins un mois de retard, parfois plus. Des pieds de 15 centimètres à cette saison, c'est une catastrophe. Les voisins ont un peu plus de chance.

«Nous l'avons planté une semaine avant. Il a mieux pris mais il ne donnera pas comme d'habitude». A Maubrais, les petits paysans sont jours, il n'a toujours pas plu, pour le mais, c'est fini. Je ne sais pas ce que l'on va faire ! D'ici quinze jours, ça deviendra vraiment grave (»

TOUT LE MONDE N'EST PAS LOGE A LA MÊME ENSEIGNE

Pour ceux qui ont un fermage à payer en plus, il



précoces). Peu importe

que les gorges de la

Loire, où les travailleurs

de Roanne viennent pren-

dre un peu de repos,

pendant le week-end,

soient transformées, pen-

dant les mois d'été, en un

immense bourbier et ré-

servoir de moustiques sur

32 kilométres. Peu impor-

te enfin que des risques

pour les travailleurs de

Roanne qui, 4 kilomètres

en amont verront sus-

pendue au dessus de

du barrage seront les paysans. 179 exploitations sont directement menacées, dont 6 disparaitraient en totalité. Un paysan, membre du CDJA: «Ce qu'on refuse c'est que les travaux soient engagés avant que toutes les études aient été faites par exemple, il y a des terrains à dix kilomètres de la vallée qui risquent d'être touchés. Si toutes les petites rivières qui se jettent dans la Loire sont refoulées par la montée des eaux, des terres qui sont aujourd'hui des bonnes terres à blé risqueront

Les paysans, les habi-

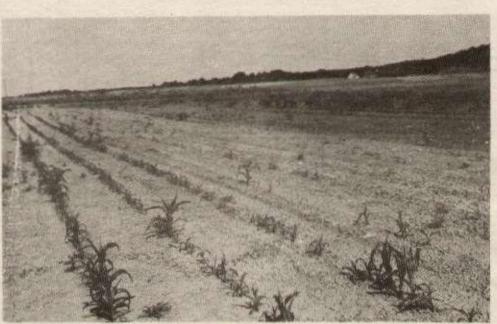
marécages»

difficultés, il y en a de plus en plus et ça fait longtemps qu'elles existent. Mes deux garçons ne peuvent pas rester car il n'y a pas de place pour eux sur l'exploitation, elle est trop petite pour nourrir tout le monde. Le pays se vide. Les gros, eux, ils peuvent s'en sortir, nous pas ! La sécheresse, ca aggrave cette situation. Lutter, oui ! Mais il faut être plus unis ! En tout cas une chose est sûre, il faut que ca change In . La sécheresse, c'est le

commander. Mais il v une chose de sûre. Les

révélateur de la situation des petits paysans en difficulté, dont le niveau de vie se dégrade d'année en année.

Dans le bocage, les paysans ne se contentent pas d'attendre la pluie. Encore hésitante, encore inégale, la révolte mûrit dans le bocage normand. Une révolte qui fera son chemin.



Des pieds de mais qui devraient faire quatre-vingt centimètres

n'y aura plus bientôt qu'à vendre les bêtes. Au prix où elles sont achetées maintenant, ce ne sera pas une affaire. En dessous de quinze hectares, le Crédit Agricole ne prête pas. Par contre les gros s'en sortent toujours : «A eux, on leur préte, ils peuvent rembour-

ser». La famille qui fait le foin, là-haut sur le côteau ne croît pas à la fatalité : «Bien sûr, il y a le temps ! Ça, on ne peut pas le

tants de Roanne ne veu-

lent pas qu'on prenne

sans eux des décisions

qui engagent leur avenir

et qu'on leur raconte des

histoires. Un représentant

du CDJA devait déclarer

dans son intervention

«C'est un problème poli-

tique au sens large et

noble du terme, toutes

les décisions sont prises

au-dessus de nos têtes.

Nous ne nous opposons

pas systématiquement au

barrage. Nous, paysans,

sommes les premiers à

nous rendre compte

qu'on a besoin d'eau, que

la Loire doit être régula-

A Roanne

«NOUS NE VOULONS PAS D'UN BARRAGE DANGEREUX»

Villerest (4 km en amont de Roanne) : les travaux ont commencé pour la construction d'un barrage sur la Loire. Travaux clandestins sous couvert de prospection géologique, car la construction du barrage soulève une vive opposition aussi bien de la part de paysans dont les exploitations sont menacées, que de la part des habitants de Roanne (voir QdP 27 janvier). Dimanche dernier, les organisations qui s'opposent au barrage : syndicats agricoles (FDSEA, CDJA, viticulteurs roannais) ont manifesté.

Le comité de défense leurs têtes, une retenue des bords de la Loire et de deux cents millions de mètres cubes d'eau (aux États Unis, un barrage du même type soi-disant sans risque vient de craquer, faisant des dizaines de morts, des milliers de sinistrés) et ici à Villerest. on sait déjà qu'il faudra dépenser un milliard ancien pour consolider la roche avec des injections de béton, car les sondages ont révélé qu'elle était de trop mauvaise qualité. Les premières victimes

FOURCADE: Fourcade prend les devants, il a annoncé devant la kerprochain indice des prix ne sera sûrement pas d'être transformées en

un bon indice». Mais il a attribué ce mauvais résultat à la «progression des salaires».

risée, mais pas n'importe comment, il faudrait un plan d'ensemble avec une succession de petits barrages. Nous avons notre mot à dire là-dessus. Nous défendons notre emploi et nous saluons tous nos camarades ouvriers qui luttent pour défendre leur emploi et notamment les camaraues des Cartonneries du Forez. Car notre lutte rejoint toutes les luttes qui se mènent contre le capitalisme.»

Bureau de presse de Lyon

Pradel insulte le Comité Populaire de la Croix-Rousse

Les membres du Comité populaire de la Croix Rousse qui fait parti du Comité de coordination du 1er arrondissement avait envoyé récemment, au maire de Lyon, une pétition à propos de la démolition de la Grande Côte. Réponse du maire. Pradel, datée du 26 mai 1976 :

«Monsieur, j'ai bien reçu votre lettre ainsi que les soi-disant quatre cents signatures que j'ai mises immédiatement à la poubelle car je ne puis les accepter, votre circulaire ne contient que des mensonges, je ne vous recevrai pas non plus ; je refuse de voir les gens de mauvaise foi, il existe un comité de coordination qui travaille avec mes collaborateur et moi-même, quant au Comité populaire, il faut respecter la démocratie et ne pas bourrer le crâne aux citoyens.»

Signé le maire Louis Pradel

. LES PRÉVISIONS DE Les augmentations des prix des fruits et léoumes, du ticket de métro et des cigarettes, pour messe des Républicains ne parler que de ça, n'ont même pas été relevés par Fourcade Indépendants, que «le qui voudrait geler les salaires tout en augmentant les prix des biens de consommation.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE SOUTIEN À ROUX ET COLOMBS

Le Comité de soutien à Roux et Colombs désire que l'affaire se popularise au maximum et demande à tout le monde de venir nombreux pour encourager Roux et Colombs.

D'autre part, le Comité de Soutien connaît à l'heure actuelle des difficultés financières importantes, pour leur permettre de continuer leur lutte vous pouvez envoyer tout document, photos ou aide financière à Comité de soutien à Roux et Colombs : 9 rue Bréquet - 75011 Paris.

Ce soir, réunion à 20 H - Salle Ageca - 177, rue de Charonne - 75011 Paris - Mº Alexandre Durnas

LUTTES OUVRIERES

Montpellier: **UN CARREFOUR DES LUTTES A L'INITIATIVE DES TISSAGES DREYFUS**

Samedi, 19 juin, à Parvière, près de Montpellier, un carrefour des luttes a été organisé à l'initiative des ouvriers des tissages Dreyfus en lutte depuis plus d'un an contre la fermeture de leur usine. Plusieurs délégations d'ouvriers en lutte pour leur emploi étaient représentées : il y avait les ouvriers de la Boulonnerie Calibrée de Valence, de Rhône-Poulenc Textile, de Uni-Nougat à Montélimar, de Réhaut à Fougères, Griffet à Marseille, de Lip à Besançon, une délégation des payans travailleurs de la Drôme et Dessombre à Lille.

Au début de l'après-midi, une discussion s'est engagée entre quelques représentants des entreprises en lutte, en particulier entre ceux de Griffet, de Lip et de Rhône-Poulenc Textile. Deux idées forces se sont dégagées dans la discussion malheureusement trop courte : premièrement, il est nécessaire que les ouvriers engagés dans des luttes longues et difficiles puissent confronter leurs expériences, s'échanger des idées et coordonner leur lutte.

Un ouvrier de Griffet disait : «Entre Parbière et Romans, il y a 250 kilomètres mais c'est très près lorsqu'il s'agit de nous unifier et nous sommes prêts à Griffet à aller partout en France pourvu gu'on coordonne nos luttes», il a alors fait la proposition que les délégations présentes s'échangent leurs adresses pour pouvoir avoir des contacts directs.

Le camarade de Rhône-Poulenc Textile insista sur la nécessité d'engager une lutte d'ensemble au niveau du groupe et d'opposer aux 515 licenciements une riposte large et globale mais cette idée s'oppose au refus de la direction CGT.

Le camarade de Lip insista sur la nécessité du soutien à ces luttes difficiles et il cita comme exemple les contacts engagés entre les Lip et les paysans du Doubs et les étudiants.

La deuxième idée est le problème de la mobilisation de l'été et de la difficulté due aux vacances (démobilisation) d'où la nécessité du soutien et de la coordination.

Les Lip donnent comme exemple un collage fait sur un train et ils insistent sur le fait que les contacts donnent des idées nouvelles et mettent en place des coordinations pour engager des actions durant l'été afin d'approfondire le soutien.

Corresp. Montpellier

Caluires-Légumes (Lyon) :

SOLIDARITE **AUTOUR DES GREVISTES**

Depuis plus d'un mois, la lutte continue à Caluire-Légumes. Le 17, un important piquet de grève a bloqué pendant deux heures le départ des tracteurs et des camions de livraison obligeant les patrons à faire appel aux flics qui se sont contenter d'observer.

Le 18, un gala décidé par

les travailleurs et le comité de soutien s'est tenu à la Croix Rousse. Plus de trois cents personnes étaient présentes. Au cours de la soirée, des camarades d'autres boîtes dernièrement en lutte sont intervenus expliquant leur victoire sur le patronat. (Léon Grosse, hyppodrome de Parrily, Rodé, etc), le côté

artistique étant assuré par des chanteurs turcs et arabes, la chorale de l'UGET et Caluire-Légumes ainsi que par une pièce réalisée par les travailleurs en grève expliquant leur lutte. Près de 4 000 F furent collectés au bénéfice des grévistes.

Le 21, nouveau piquet de grève, blocage des tracteurs, et des camions. Cette fois, les flics sont intervenus et après avoir relevé l'identité des personnes présentes, sous le regard d'un huissier, ils ont fait dégager le piquet de grève qui s'est alors dirigé en manifestation spontanée vers la mairie, puis chez M. Dugougeon; député, conseiller général et maire de Caluires. Celui-ci a accepté de recevoir les grévistes à 9 heures. Suite à cette entrevue, M.Dugougeon qui était vraiment navré que les

grévistes ne lui aient pas rendu visite plus tôt... a regretté de ne pouvoir intervenir que sur les conditions de travail et de logement, disant que sur le plan des salaires, il ne pouvait hélas rien... Il a téléphoné aux patrons leur demandant de recevoir les grévistes. Rendez-vous fut pris pour le 17 à 14 heures.

L'attitude des patrons jusqu'à ce jour, prouvant que seule une popularisation massive les fera reculer, compte tenu des pressions et du soutien des patrons de l'agriculture, une manifestation est décidée pour le vendredi 25 juin à 18 h 30 devant la poste de Caluire. Venez nombreux soutenir les travailleurs de Caluire-Légumes en grève depuis pius d'un mois. Soutien jusqu'à la victoire!

Correspondant Lyon

LE PS FACE AUX LUTTES

Lors d'une réunion du comité de soutien aux travailleurs de Caluire-Légumes, un militant de la section de Caluires du PS a dit : «Nous possédons un dossier explosif sur Piémont. De la dynamite !»

M. Piémont, premier adjoint au maire de Caluires est le père d'un des patrons de Caluires-Légumes. Personne n'a vu la couleur de ce dossier. Et c'est «bien dommage» que ce parti ne trouve pas la lutte assez importante, la lutte de neuf travailleurs tunisiens pour utiliser tous les atouts en leur faveur. De toute façon, soyons patients : nous saurons tout bientôt, pourquoi pas lors des municipales ? Car entre le soutien efficace à neuf travailleurs ne pouvant pas voter et l'espoir de siéger à mairie, le choix semble fait.

Jamais vu dans les établissements financiers !

La Radio Fiduciaire (maison de crédit, filiale de Phillips) à Montparnasse est en grève (sauf les cadres et la maîtrise) depuis 12 jours, pour les revendications suivantes : la 13º mensualité officialisée, une prime annuelle égale à 2000F pour tous, 40 h par semaine sans perte de salaire et avec le maintien des avantages acquis.

«Notre seul «avantage» à la Radio Fiduciaire est une gratification donnée à la tête du client, par les cadres. Or nos revendications sont des avantages acquis dans une majorité d'établissements financiers».

Après trois réunions entre les délégués et la direction, les pourparlers se trouvent bloqués. La grève est suivie par 63 des 130 empoyées (en quasi totalité des fernmes). C'est une grève active avec occupation et piquets. Un comité de grève regroupant syndiqués CGT, CFDT et non syndiqués a été formé. La plupart des employés participent aux discussions et aux nombreuses collectes aux chèques postaux sur les usines du quartier. Une délégation d'employés CFDT est venue nous soutenir. Les discussions ont été animées.

Les deux sections CGT et CFDT sont unies dans ce combat, car les employés refusent que le mouvement serve de tribune à la dispute PC-PS. Reste à mobiliser les non-grévistes pour lesquels le mot «grève» fait encore peur. Ils sont encore sensibles au paternalisme du patron.

Pourtant le total des dix plus hauts salaires, soit 5% du personnel, c'est 15% du total des salaires, alors que la plupart des employés ne touchent que 1850F par mois. De plus, les femmes sont révoltées du mépris des cadres. Elles réclament l'égalité des salaires pour hommes et femmes. C'est la première grève dans ce secteur mais comme le dit une employée : «Mon mari a déjà fait grève ; il m'a donné des conseils !»

> Corr. «Chèques» en collaboration avec des employés

«PARISIEN LIBÉRÉ» : LE FAUX SOUTIEN DE LA FFTL

Le travailleur du Livre blessé lors de l'agression policière de Melun dans la nuit de mercredi à jeudi dernier est dans un état grave.

C'est au cours d'un «rodéo» que les travailleurs du «Parisien» ont dû affronter la police. Le chauffeur de la camionnette qui transportait les exemplaires du torchon d'Amaury s'était réfugié dans un commissariat. Les flics, avec leur sauvagerie habituelle ont alors lancé des grenades lacrymogènes à l'intérieur d'une voiture.

Le syndicat CGT du Livre, auquel appartient ce travailleur se montre bien réservé sur cette affaire. Déjà, il avait fallu attendre deux jours pour l'entendre dire qu'il «déplorait ces incidents regrettables». lui imposer.

Hier, il annonçait en trois lignes que le travailleur du «Parisien» blessé au cours d'une échauffourée était dans un état grave».

«Le conflit du Parisien Libéré est anormalement long». C'est le commentaire que fait le syndicat du Livre CGT à cette occasion. De perspectives, aucune! Les «rodéos» ont été un moment cautionnés par la FFTL, mais aujourd'hui, «ça va un peu loin h II convient de mettre un terme à ces actions. En renvoyant dos-à-dos les travailleurs en lutte pour tour emploi et les flics qui les agressent, en essayant «d'étouffer l'affaire», le syndicat CGT du Livre montre le peu de cas qu'il fait de la lutte des travailleurs lorsqu'elle dépasse les limites qu'il veut

Fameck: SUCCES **DU RASSEMBLEMENT** COMMUNISTE DU PCRmI

Le dimanche 20 juin, à Fameck en Moselle, le premier rassemblement régional du PCRml avait lieu. Nous avons été enthoude constater siasmés que 150 personnes avaient répondu à l'appel de la fédération de Lorraine du PCRml, en venant discuter des propositions, de la ligne des révolutionnaires. Nous avons été enthousiasmés par la richesse du contenu politique de ce rassemblement. Différents témoignages se succédèrent :

 une camarade déléquée CGT de Rond Point, rappela comment à l'occasion d'une lutte, les révisionnistes s'étaient opposés à la réalisation de l'unité populaire choisissant de protéger les intérêts du magasin, et comment les travailleuses de Rond Point en tirèrent le bilan pour engager une véritable lutte contre le patron et avec le soutien des clients.

 un cheminot, délégué CGT de Thionville démontra par le bilan d'une grève du mois de contre 10 000 licenciements. mars, la nécessité de renforcer le courant syndical • une camarade de Bourrévolutionnaire dans les syndicats pour opposer un syndicalisme de lutte de classe et en faisant reculer la voie révisionniste et réformiste de capitulation.

• un jeune de l'UCJR montra malgré la création toute récente de l'Union, comment l'UCJR a su se donner les moyens de combattre la campagne anti-jeunes que développe actuellement la bourgeoisie.

• un camarade sidérurgiste de Micheville montrera en quoi l'installation de la SAVIEM était une supercherie par rapport aux 10 000 licenciements prévus dans la sidérurgie lorraine, d'ici 1980 et comment les révisionnistes essaient de dévier la lutte contre la restructuration en

ne proposant comme alternative que 3000 emplois

gogne Electronique montra l'importance de la lutte pour la réintégration des 23.

L'intervention centrale qui viendra ensuite et ces témoignages montrèrent la justesse de sa ligne politique et en quoi le 2º Congrès du Parti constitue une avancée importante du Parti. Puis vinrent des projections de films et différents forums sur l'unité populaire, le Parti de Type nouveau, la répression, la Chine et la centrale nucléaire de Cattenom. Les débats engagés dans ces différents forums montrèrent la volonté d'un véritable changement des participants et que ce changement ne pouvait être que le socialisme.

Cellule Micheville

en bref... en bref....

• Les 650 travailleurs des entreprises Godman dans l'Oise viennent d'apprendre les intentions de leur patron de fermer l'usine. Rien n'est encore sûr mais ils ont décidé de donner un premier avertissement à la direction en organisant une journée d'action de 24 H, le 28 juin.

· Depuis le 9 juin, les travailleurs de l'Hôtel du Louvre à Paris, sont en grève pour obtenir le maintien de leur salaire. La direction de l'hôtel (chaîne Concorde) a diminué les salaires des employés en prétextant une baisse du chiffre d'affaires.

LUTTES OUVRIÈRES

6º Congrès de l'UGICT-CGT

LES CADRES A LA BARRE

«Les cadres revendiquent le droit d'être vraiment eux-mêmes». C'est ainsi que «L'Humanité» du 21 juin titre son commentaire de clôture du 6º Congrès de l'UGICT-CGT (Union Générale des Ingénieurs Cadres et Techniciens), qui vient de se tenir le week-end dernier.

L'UGICT se targue d'être la seule organisation qui «sans ambiguïté aucune, prenne en charge les intérêts des cadres». C'est sans doute la raison pour laquelle elle compte dans ses rangs 80 000 ingénieurs, 120 000 techniciens et 80 000 agents de maîtrise. Cela veut dire environ, un sur sept adhérents de la CGT. C'est énorme et c'est révélateur de l'orientation «sans ambiguïtés» prise par l'actuelle direction confédérale.

Que revendiquent-ils, ces cadres de la CGT ? «Nous voulons être utiles, nous voulons être compris /w Utiles pour qui, compris par qui 7 C'est Séguy qui apporte des éléments clairs de réponse à ces questions dans son intervention: «S'agitil pour la classe ouvrière de s'en tenir à une structure unique ou quelques cadres archi-convaincus, préts à sacrifier leur carrière pour leurs idées, sont submergés par la masse des syndiqués et ne jouent de ce fait pratiquement aucun rôle ?» Voilà une question qui ressemble fort étrangement à l'une de celles qui furent au centre du 37° Congrès de la CFDT, celle de «l'hégémonie de laclasse ouvrière».

Pour Séguy, c'est clair, ales cadres ont un rôle spécifique à jouer et le problème pour la CGT, c'est de rallier par UGICT interposée, 10, 20, 30, 50 % et plus, des cadres /w D'ailleurs, s'empresse-t-il d'ajouter pour rassurer ces messieurs et pour que les choses

soient claires : «On ne demandera pas à ces cadres de porter le drapeau les jours de grève ou de

manifestation...». Le dé-

roulement de ce congrès,

accorde une place plus grande encore que par le passé à l'UGICT».

Il s'agit bien sûr de drainer le maximum de voix vers le P«C»F pour les prochaines élections. Mais, les gens du P«C»F qui dirigent actuellement la CGT voient plus loin.

En accordant une place prépondérante aux cadres et autres agents de maîtrise dans la CGT, ils entendent dès maintenant préparer leur projet de capitalisme d'Etat.

Dans cette «société», ceux-là même qui dans leur écrasante majorité sont au service exclusif des 'capitalistes, ceux-là

lequel le P«C»F pourrait s'appuyer pour tenir en main la classe ouvrière. perpétuer le système d'exploitation capitaliste.

C'est le projet du P«C»F | Mais, n'en déplaise à M.Séguy, ce n'est pas l'aspiration de la classe ouvrière. Dans les luttes d'aujourd'hui, les démarcations se font parmi ces couches : entre ceux de la majorité qui ont fait leur choix depuis longtemps et sont ennemis de toujours de la classe ouvrière. Ceux-là ont leur place dans l'UGICT et dans les rangs du P«C»F. De l'autre, ceux qui «acceptent de sacrifier leur carrière à leurs idées» et se rangent



Les ouvriers face aux cadres Peugot-St Étienne 1973

les intervention qui y ont été faites, le fait même que Séguy y assiste de bout en bout, comme le souligne d'ailleurs «L'Humanité», «que la CGT

même qui brisent les grèves, agressent les travailleurs en lutte, auraient une place déterminante dans les entreprises, seraient un des piliers sur

du côté des travailleurs. Cette petite minorité, la classe ouvrière les reconnait et les accepte dans ses rangs.

G.PRIVAT

BONNET (VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE) LA REPRISE ... PAS

POUR LES TRAVAILLEURS

Si dans de nombreuses usines du trust Thomson, les conditions de travail (rendement accru), de salaire (de misère) montrent déjà à quel point le patronat veut faire payer la crise aux travailleurs, c'est pour les vacances (26 août) que la direction des Ets Bonnet (fabrique de congélateurs, de matériel de cuisine) à Villefranchesur-Saône, prévoit de licencier 95 travailleurs et ce n'est qu'un début... Voilà ce que nous cachaient les patrons depuis plusieurs mois en nous disant que si les salaires sont bas, c'est en contre partie pour conserver l'embauche ; en effet !! Mais les OS de la chaîne congélateurs ont déjà montré récemment qu'ils n'attendaient rien des directions patronales, que la seule solution, c'est la lutte ! Pour préserver l'embauche sur place, pas un seul licenciement, pas de reclassement à l'extérieur de l'entreprise !

> Correspondant Bonnet Villefranche/sur/Saône

Résultats des élections des délégués du personnel chez Bonnet à Villefranche/sur/Saone:

CGT 1975: 68 % des voix, 5 sièges CFDT 1975: 32 % des voix, 2 sièges

CGT 1976: 51 % des voix (moins 17 %), 4 sièges CFDT 1976 : 49 % des voix (gain + 17 %), 3 sièges

La CGT est en baisse de 17 % dont 43 % à l'atelier de congélateurs" où la direction CGT a saboté une lutte, il y a trois mois. A 15 voix de plus, la CFDT devenait majoritaire dans l'usine.

Jeudi 24 à 20 h 30 Maison des Syndicats

1, rue Sédillot à Strasbourg

réunion du Comité de soutien à Bourgogne-Électronique

Avec la participation :

 Du délégué syndical CGT de Spiertz menacé pour la troisième fois de licenciement.

• Un employé licencié de chez Merger, pour avoir voulu monter une section syndicale.

 Une habitante de la cité de l'Hill qui dénoncera la présence permanente des CRS sous prétexte de sécurité.

 Une ouvrière de Bourgogne-Électronique licenciée à la suite de la grève. • Des syndicalistes exclus de la CFDT à la SACM

Mulhouse qui refusent la collaboration de classe,

DESCOURS ET CABAUD (Marseille) :

«TOUT CE QU'ON A EU, C'EST EN LUTTANT!»

Lundi matin, nous sommes allés faire le point avec les travailleurs devant leur usine.

Au début de la quatrième semaine de lutte, les grévistes ne parviennent pas à imposer de véritables négociations. Des collectes sont organisées dans le quartier mais ces initiatives suffiront-elles à faire reculer la direction ? Regardons la situation concrète : les «locatiers» travaillent sans inquiétude à cause du refus des grévistes de «porter entrave à la liberté du travail», assurent les commandes de Marseille. Les commandes extérieures peuvent facilement être livrées par les agences de Nice, Toulon et même Lyon. Alors pourquoi le patron discuterait-il, quand la situation actuelle, même s'il lui en coûte, lui permet de briser cette juste lutte, unique depuis 1970 ?

1970 : ici, chacun se souvient : un meeting de solidarité avait réuni plusieurs milliers de travailleurs des quartiers Nord. En 1976, après une agression et une provocation policière montée de toutes pièces par la direction et les cadres, il n'y a eu aucune riposte de masse. Pourquoi 7 La répression serait-elle moins forte ? Les travailleurs de l'imprimerie IBM, ceux de la

Générale Sucrière, de Griffet et bien d'autres ont délà fait les frais de l'isolement de leur lutte permettant aux flics de les réprimer.

QU'ATTENDENT DONC LES DIRECTIONS SYNDICALES ?

Aujourd'hui, Descours et Cabaud, Griffet et IBM, demain qui subira la répression ? Qu'attendent les di- leur. Réflexion logique pour rections syndicales CGT et- tous, sauf pour l'un d'eux, CFDT pour lancer des mots extérieur jusqu'alors aux disd'ordre de solidarité, comme en 70 ? «Bien sûr, si nous avions été aussi fermes devant la grille, la police ou la direction n'aurait pas pu couper les chaines», disent les travailleurs. «Une grève de 24 H avec un rassemblement de solidarité dans le quartier Nord, bien sûr que tous les travailleurs auraient répondu à cet appel». Pourquoi cette attente ? La question est de savoir s'il est possible d'imposer la satisfaction des revendications sur les conditions de travail, sur les salaires, contre la répression syndicale immédiatement, en s'appuyant sur une large unité populaire dans les quartiers. Mais alors cela ne risque-til d'entrainer la violence et les heurts avec les cadres, la direction et la police ?

«Tout ce qu'on a eu, c'est en luttant», dit un travail-

cussions et qui intervient, coupant court au débat, en prétextant une réunion à l'intérieur de l'usine, «// ne faut pas discuter avec eux», dit-il en essayant de les convaincre, une fois éloignés. Pourquoi cette attitude ? Seuls, les patrons et ceux qui font semblant de soutenir la classe ouvrière ont peur que certains prennent conscience de la nécessité de s'unir sur des perspectives de luttes claires, en expliquant par exemple, pourquoi les travailleurs immigrés ne sont pas libres de lutter comme ils veulent à cause des dangers d'expulsion et du non renouvellement de leurs contrats ? Attendre ou agir comme en 1970, cette question doit être largement débattue avec les grévistes, tous les travailleurs de l'agence et des quartiers.

Robert RIVIERE

APPEL CONTRE L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Les ratonnades, les rafles, les mises à sac, les défenestrations d'immigrés sont devenues des opérations de police organisées, préméditées par le ministère de l'Intérieur, sinon comment expliquer que les policiers soient intervenus simultanément dans une dizaine de foyers de travailleurs immigrés de la région parisienne.

Les hommes de Poniatowski n'ont pas oublié les méthodes fascistes qu'ils pratiquaient pendant la lutte de libération algérienne. Le 16 avril 1976, les «gardiens de la paix» interviennent dans les foyers de la Sonacotra (Société Nationale de Construction de Foyers pour les Travailleurs), défonçant les portes colt au poing, collant les travailleurs au mur, blessant grièvement certains, tentant d'en assassiner d'autres. Et cela après un scénario répété le 8 avril passé dans un foyer de Champigny, et l'expulsion de travailleurs pakistanais hors de France alors qu'ils étaient venus pacifiquement devant le secrétariat d'Etat aux immigrés demander la régularisation de leur situation.

La décision d'expulser les seize délégués des locataires de la Sonacotra montre une fois de plus le masque du libéralisme giscardien, découvrant son véritable caractère

Devant cette répression policière, le Collectif des Peintres des Pays Arabes à Paris proteste violemment et appelle tous les anti-racistes à signer cet appel, à se mobiliser et à répondre par tous les moyens à ces méthodes fascistes.

Cet appel a déjà été signé par près de deux cents artistes, vous pouvez envoyer vos signatures à l'adresse suivante ; Jeune Peinture BP 37

Paris Cedex 11

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Scandale de l'Espelidou

LE PSYCHIATRE PORTE PLAINTE CONTRE 2 ETUDIANTS

Il y a quelques mois éclatait le scandale de l'«Espélidou». Isabelle, une jeune pensionnaire de cet établissement psychiatrique privé pour enfants, mourait à la suite de mauvais traitements. Le père Fabre, chef de l'établissement a été inculpé. Mais le docteur Savelli, psychiatre à l'«Espélidou» et donc parfaitement au courant de la situation, n'a pas été inquiété. Ce Savelli est par ailleurs directeur de l'UER de psychologie de l'Université de Montpellier. Dès le début de l'affaire, ses étudiants lui ont demandé de s'expliquer et ont dénoncé sa responsabilité. Croyant l'affaire enterrée, Savelli vient de riposter...

Vendredi 18 juin, un étudiant en psychologie : Bruno Eveillard, est arrêté par la police sur plainte de Savelli pour violence ; un autre est poursuivi avec le même motif d'inculpation entièrement arbitraire. Savelli porte plainte aussi contre un professeur de psychologie solidaire de la mobilisation des étudiants, avec pour motif d'inculpation «Incitation à l'émeute» !!

Ceci alors que le scandale de l'Espélidou se révèle dans son énormité : sévices appliqués à l'ensemble des pensionnaires, incompétence totale du «petit père Fabre». (ses seuls titres: 17 ans comme aumônier militaire en Corée, en Indochine, puis dans le Sahara jusqu'aux années 58-60). A sa création, l'Espélidou avait un statut d'œuvre charitable (loi 1901) qui était présidée par du beau monde : Guy de Contant de Saisseval, intime du Comte d'Orléans, patronné ensuite par l'ordre militaire et hospitalier de Saint-Lazare de Jérusalem, dont le siège se trouve chez le Duc de Brissac !

Pas étonnant que l'Espéli-

dou qui ne répondait à aucune norme en vigueur ait été agréé par la Sécurité Sociale.

Pas étonnant non plus que cette même Sécurité Sociale ait consenti à prendre en charge un prix pour la journée de pension qui ne cessait d'augmenter, contre l'avis des commissions départementales. L'Espélidou était placé sous une autorité de tutelle : la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) de l'Hérault.

A l'heure actuelle, l'affaire de l'Espélidou traîne dans un dédale juridique.

- Pourquoi la reconstitution n'a-t-elle pas eu lieu ? Attend-on que les marques des sévices sur le corps d'Isabelle ne soient plus visibles ?
- Pourquoi des témoignages sur les traitements subis par les pensionnaires (témoignages apportés par les employés de l'Espélidou) figurent-ils sur un autre dossier que celui de la mort d'Isabelle, dossier confié à un autre juge d'instruction ?

l'Espélidou, l'unité populaire commence à se construire pour faire la vérité. En portant plainte contre ses étudiants, Savelli a d'ailleurs contribué à amplifier la mobilisation. Les étudiants ne sont pas les seuls à s'être battus sur le scandale de l'Espélidou. Les travailleurs du secteur santé syndiqués CFDT avaient déjà eu affaire avec l'Espélidou ; des travaillicenciés avaient leurs commencé à lever le voile sur

l'établissement en 72, aujoùr-

d'hui le syndicat CFDT Santé se déclare solidaire avec les étudiants contre la répression et l'affaire de l'Espélidou ne peut que rebondir.

Exigeons la libération des camarades emprisonnés !

Exigeons l'inculpation pour homicide volontaire du père Fabre

L'inculpation pour complicité de Savelli

Pour que la médecine soit l'affaire des masses !

Corresp. Montpellier

La nouvelle campagne de Ponia

Décidément, c'est une manie I Ponia vient d'écrire une nouvelle «lettre aux Français», après celle destinée aux personnes âgées. Il s'agit de conseils pour mettre en défaut les camprioleurs. Cette lettre va être diffusée sous forme de tracts à 1,5 million d'exemplaires. De leur côté, les grands moyens d'information mettent le paquet; ainsi hier, à la radio, un fabricant de matériel de protection des appartements est venu témoigner de «l'imprévoyance» des Français: «Mes clients viennent me voir après le cambriolage». Le nombre d'appartements munis de dispositifs antivols lui semble dérisoire. En voilà un, en tout cas, qui compte bien faire son beurre de la peur des autres!

Sur le plan politique, cette nouvelle campagne de Ponia qui s'appuie sur une réalité (le nombre des cambriolages augmente) vise à entretenir un climat de suspicion généralisée, de défiance qui pourrait contribuer à renforcer un autre aspect important de la campagne : développer la collaboration des gens avec la police, sous le prétexte de coordonner les efforts contre le banditisme.

St CYR: SÉVICES POLICIERS

LES VICTIMES ACCUSENT

GIRAUDY .

Après un «entracte», l'adjudant de gendarmerie frappe à nouveau le jeune en hurlant que ses copains ont «avoué».

 Ce n'est pas vrai, les collègues n'ont pas pu me mettre toutes ces choses sur le dos, je n'ai rien fait !

 Je vais te donner une preuve comme quoi on t'accuse. Tu veux voir ton collègue X ?

Ils me l'ont amené, une chaise attachée au poignet. En rentrant, il m'a fait signe de dire «oui», mais je n'avais pas bien compris, il avait la tête tout enflée.

 Tu vois, lui il n'a pas beaucoup morfié et il a dit la vérité.

Mon copain dit qu'ensemble, on avait mis le feu à la «chenille», on avait jeté des projectiles, insulté tout le monde, cassé le pare-brise de la voiture avant de la retourner.

 Ce n'est pas vrai, d'ailleurs je suis venu en vélomoteur!

— Ah, dit l'adjudant et, en s'adressant à mon copain : Comment il est venu ton collègue ?

 On a fait du stop et on est venu en voiture.

J'ai eu à peine le temps de dire que ce n'était pas vrai, il m'a mis une de ces gifles !

- Tais-toi, c'est lui qui parle !

Ils l'ont fait sortir. A partir de ce moment, j'ai eu droit en, plus aux coups de pieds. J'ai eu un deuxième répit quand des copains sont venus dans le bureau pour signer, ils n'étaient pas beaux à voir, ils étaient passés juste avant moi. Je suis tombé sous les coups, l'adjudant m'a



relevé pour continuer. Heureusement qu'à ce moment-là, mon avocat a appelé. Ensuite, il ne me donnait plus que des gifles.

Son père, supposant la situation, avait fait pression sur l'avocat pour qu'il avertisse l'adjudant qu'il le tenait pour responsable de tout ce qui pouvait arriver.

J'ai avoué des choses que je n'ai même pas vues, sinon ça aurait duré encore longtemps. J'ai signé ma déposition avec les mains attachées dans le dos sans pouvoir la lire. Ils n'ont pas voulu me faire boire avant de me mettre dans la cellule. Avant de m'endormir, j'entendais les copains crier.

Réveillé à 11 h du soir, il a été transporté dans une autre cellule. Certains étaient au «Bausset», à Ollioules, à La Ciotat ou à Toulon.

Jusqu'au surlendemain, ils ne nous ont donné qu'un verre d'eau et un sandwich, avec interdiction de fumer; ils nous ont fait nettoyer deux fois la cellule avant de passer devant le juge. Tous ceux

qui n'avaient pas trop de marques ont été relâchés.

Certains sont restés au total 18 jours en cellule.

DES DÉPOSITIONS SIGNÉES EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE !!!

«Au moment de la signature, ils m'auraient demandé de la lire que je n'y serais pas arrivé : les coups de matraques autour des yeux m'empêchaient d'y voir. Avant de signer, ils m'ont certifié que je n'étais pas accusé d'avoir renversé la voiture, j'étais arrêté 1 heure et demie avant. Eh bien c'était faux, les salauds ils l'avaient mis et je l'ai signée sans même le savoir».

«Moi, ma déclaration était déjà préparée à l'avance, je n'ai eu qu'à signer sans la lire évidemment, soi-disant que l'on n'avait pas le temps».

Le scénario a été identique pour tous, mais les bornes de la lâcheté et du mépris ont été plus que dépassées avec une mère de famille dont l'aîné était détenu :

«J'ai été convoquée le dimanche matin et l'adjudant Sanchez m'a dit :

«Vous ne sortirez pas

pas signé, vous êtes responsable de votre fils». Je lui ai dit que je ne savais pas lire; il m'a quand même obligée à signer. Ensuite, il m'a demandé de faire venir mes deux enfants de 13 et 15 ans : «Je les veux tous les deux, je les veux, ils étaient à St-Cyr !» J'al essayé de lui expliquer que ce n'était pas vrai puisqu'ils étaient endormis avec moi à la maison ce soir-là. Il s'est alors mis en colère: «Si vous ne les amenez pas, je vais chez vous et je vous casse la porte la Dès que je suis rentrée, j'ai fermé la porte à cié, mes enfants se sont cachés pendant deux jours. Mes enfants ont eu si peur qu'ils sont descendus du 3º étage par les balcons pendant que je n'étais pas là, ils sont allés chez des amis».

d'ici tant que vous n'aurez

Cette mère de famille élève seule ses trois enfants; l'aîné, libéré provisoirement vient de perdre sa place d'apprenti soudeur, malgré un contrat de deux ans, d'autres aussi ont eu la même surprise.

- Toi, tu es un dur, tu ne veux rien dire, je vais ajouter quelques petites choses pour faire bien, a dit l'adjudant à un des jeunes, violemment frappé alors que de nombreux témoins peuvent prouver qu'il était à Bandol ce soir-là avec sa fiancée. Son frère était encore couché le 16 juin, pas encore rétabli de la «discussion» de St-Cyr: «Je n'étais pas plus tôt entré dans la gendarmerie qu'ils m'ont roué de coups. Quand j'ai senti le coup en pleine figure et que j'ai vu le sang jaillir de ma bouche, je me suis dit ça y est, tu es mort, l'adjudant a reçu du sang sur le pantalon qu'il s'est dépêché de nettoyer».

Bientôt, dans les colonnes du Quotidien, notre enquête-reportage sur «l'insécurité des Français»

Depuis l'an dernier, le ministre de la police et le gouvernement orchestrent une campagne sur la «sécurité des Français». Au nom de la «sécurité», on renforce la police, on prend de nouvelles lois. Au nom de la «sécurité», des provocations policières sont montées.

Le gouvernement se sert là d'une arme nouvelle : en faisant croire que l'insécurité est due à la criminalité, il essaye de souder toutes les classes dans une même peur, et dans un commun accord pour développer la répression.

Mais, les faits sont là. Cette répression est dir gée en fait, nous allons le montrer dans notre enquête, contre les ouvriers, contre les masses populaires. Et même si, aujourd'hui, certaines lois ne sont pas encore utilisées ouvertement contre les travailleurs, elles constituent néanmoins un arsenal contre-révolutionnaire pour la période à venir. La lutte contre les bandits n'est qu'un paravent.

Cette technique, Poniatowski n'est pas le premier à s'en servir. Regardons ce qui se passe en Italie. Regardons aussi les USA et la RFA. Raison de plus pour bien démonter quelle politique se met en place.

Que tous les lecteurs nous envoient à ce sujet leurs avis, des témoignages d'exactions et d'actions policières, faits quotidiens de répression, des informations sur la police dans leur quartier, dans leur région, qui contribueront à l'enquête que nous publierons prochainement.

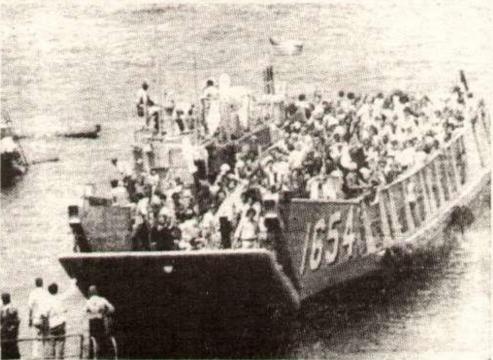
INTERNATIONAL

LIBAN

LE CESSEZ-LE-FEU SERA-IL RESPECTE?

L'accord de cessez-lefeu réalisé hier a commencé à s'appliquer mais reste bien fragile. Les troupes syriennes auraient commencé de se retirer des environs de Saïda, et de Beyrouth, deux points importants des combats de résistance. L'aéroport de Beyrouth est occupé par les «casques verts» de la force conjointe arabe. Mais les troupes syriennes restent dans la montagne. La Syrie mentionne des conditions pour le retrait de ses forces absentes des communiqués émanant des Palestiniens Ces conditions, libération des membres de la Saïka, libération de Boudeiri, chef de l'Armée de Libération de la Palestine (pro-syrienne), réouverture des bureaux de la Saïka, arrêt des attaques contre cette dernière organisation, véritable supplétif du régime syrien, visent à remettre en cause l'échec politique et militaire de la Syrie, symbolisé par l'isolement et la défaite des forces pro-syriennes. Le cessez-le-feu est d'autant plus fragile que ceux qui en assurent la réalisation, les forces des «casques verts», sont des Libyens et... des Syriens !

Les interventions étrangères se font de plus en plus menaçantes. Tandis



que les flottes soviétiques et américaines se renforcent en Méditerranée, le communiqué publié à l'issue du voyage de Assad, le président syrien, à Paris, fait état de la possibilité d'organiser «une table ronde entre les différentes composantes du peuple libanais». Kissinger, au cours de sa rencontre hier à Paris avec Giscard, a donné son appui à cette initiative. Cependant, à la suite de l'évacuation spectaculaire mais réduite, des ressortissants américains du Liban, les menaces d'intervention américaine restent une possibilité bien que Ford ait annoncé que les USA n'interviendraient

Au Caire, le ministre égyptien de la défense a indiqué que les mouvements d'unités navales en Méditerranée s'étaient accrus. Il «appelle à la vigilance pour faire face aux éventuels développements de la situation au Liban. Par ailleurs, on

ranée.

apprenait hier la venue en Méditerranée du porteavions Foch. Ce qui fait que l'essentiel de la force navale d'intervention est actuellement en Méditer-

EL OUALI MORT AU COMBAT

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA REPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique vient d'avoir confirmation du décès, au combat, du secrétaire général du Front Polisario, Sayed El Ouali, tué à 350 km à l'Est de Nouakchott par les forces armées mauritaniennes. L'Association s'associe au deuil du peuple sahraoui qui, en perdant un de ses fils, sait que la victoire ne s'arrache pas sans martyrs. L'Association réaffirme sa volonté de soutenir le peuple sahraoui jusqu'à la reconquête totale de son territoire.



CONGRÈS DU S.P.D.

SCHMIDT PROPOSE SES SERVICES **AUX PAYS EUROPEENS**

le signal du départ pour la

course éléctorale qui aboutira

le 3 Octobre prochain. Les

Ce week-end dernier, le congrès du parti socialdémocrate allemand a donné

«NOUS VOULONS ÊTRE VOLONTAIRES POUR LE LIBAN»

A Jérusalem, une grande manifestation a eu lieu pour dénoncer le régime syrien. Les drapeaux noirs étaient hissés sur les maisons. Les gardesfrontières sont venus renforcer l'armée pour défendre les bâtiments militaires et surtout pour réprimer les manifes-

tants. Sur les murs des maisons et des autres bâtiments, des mots-d'ordre contre le régime syrien et de soutien à la Révolution Palestinienne ont été écrits. Certains d'entre eux sont signés par l'OLP. Après la dispersion de la manifestation, l'armée et

les gardes-frontières ont commencé une fouille systématique des passants et même dans les maisons pour trouver et arrêter les organisateurs de lamanifestation.

Au camp de Balata, près de Naplouse, comme dans la plupart des camps où vivent les Palestiniens chassés de leurs terres en 1948, des manifestations ont eu lieu et les mots d'ordre les plus repris sont «Nous voulons être des volontaires pour le Liban».

A Tulkarm, Ramallah, Bireh, Deir Dabouan, Birzet, Kandalya et à Beit Sahour.

diverses organisations de masse ont affirmé leur solidarité avec leurs frères au Liban en leur envoyant des messages. A Kandalya, les grévistes de l'École technique ont demandé aussi la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Pendant toutes les manifestations, des mots d'ordre contre l'occupation sioniste ont été repris avec force par tous les manifestants. A Tulkarm, l'école qui portait le nom du président syrien Assad à cause de la participation de la Syrie à la guerre de 73 contre l'État d'Israël, a changé de nom et porte maintenant le nom

400 délégués se sont réunis à Dortmund pour voter la plate-forme éléctorale de leur parti. Il s'agissait avant tout de montrer l'unité derrière le programme gouvernemental de Schmidt, tout en donnant l'image d'un parti démocratique où la base participe activement à l'élaboration de la ligne. Les grandes discussions théoriques sur le «changement de société» ne sont plus de saison. Les amendements proposés par la gauche social-démocrate en témoignent : ce n'est pas le programme gouvernemental de Schmidt de chantage à la crise qui est mis en cause, loin de là. On critique le fait que le programme contient déjà tous les compromis à faire au parti libéral, le partenaire de la coalition

> gouvernementale. Le chômage a été un des thèmes les plus discutés. La «gauche» propose 'entre autre pour lutter contre le chômage des jeunes, l'instauration d'une dixième année scolaire.On pourrait masquer ainsi le taux de chômage en gardant des dizaines de milliers de jeunes plus longtemps à l'école.

> Après la présentation du chancelier Schmidt, quelque peu contesté dans les rangs du SPD sur son programme gouvernemental pour les quatre années à venir, c'est Willy Brandt qui a pris la parole le lendemain, jouant sur son image de marque de réformiste «honnête». Mettant en avant les perspectives de réformes à long terme, le discours de Brandt a canalisé et consolé tous ceux qui sont encore mécontents, de la

UN HOMMAGE INATTENDU?

La chasse aux communistes bat son plein, des milliers de personnes sont exclues de la Fonction publique et des syndicats. Voilà enfin quelqu'un qui sait apprécier ce bilan du gouvernement socialistelibéral à sa juste valeur. Critiquant sévèrement la propagande hystérique des chrétiens démocrates (avec le slogan «liberté au lieu de socialisme»), le président du NPD (parti néo-nazi) déclare : «La démocratie en République Fédérale continuera si Helmut Schmidt reste chancelier».

politique trop ouvertement pro-patronale de Schmidt.

L'Europe n'a pas été l'allemagne propose de faire bénéficier les partenaires européens de tion». Sur la base de cette pièce maîtresse du modèle allemand de collaboration de classes, la social-démocratie allemande a imposé aux travailleurs le chantage à la crise. Maintenant elle propose ses services aux autres bourgeoisies d'Europe. Mais les travailleurs de nos pays sauront lui répondre.

 USA: Le sénateur Brown a annoncé qu'il se rallierait à Carter s'il était nommé par la convention démocrate, ce qui ne semble faire aucun doute mais qu'il poursuivait sa campagne propre, afin de donner une stature d'homme politique d'envergure nationale comme il l'a expliqué au dirigeant du syndicat AFL CIO.

APPEL DE L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE **POUR LE SOUTIEN AUX PEUPLES** LIBANAIS ET PALESTINIENS

Le blocus et les bombardements exercés par l'armée syrienne depuis plus de douze jours sur plusieurs zones notamment les quartiers Ouest de Beyrouth, rendent la situation des populations, déjà très éprouvées, absolu ment dramatique : manque d'eau et pénurie alimentaire pour les produits de base (farine, légumes, sucre, fruits...), situation sanitaire catastrophique, outre l'épulsement des stocks de médicaments et ceux rendus inutilisables par les coupures d'électricité, des risques d'épidémie très sérieux pèsent sur les populations.

La vie de milliers de civils est menacée.

L'Association Médicale Franco-Palestinienne lance un appel urgent : à l'aide financière pour l'achat de vivres, de médica-

ments, de vaccins, de plasma sanguin,... - aux volontaires (chirurgiens, médecins, infirmiers) prêts à partir dès que possible.

Adressez dons et candidatures : AMFP, 14 rue de la Réunion - 75020 Paris Tél. 370 01 56 - CCP : La Source 34 521 83

LISTE DES MÉDICAMENTS LES PLUS URGENTS POUR LE CROISSANT ROUGE PALESTINIEN

Anesthesiques généraux - Ampicilline (Totapen peniclin, penbritine) injectables - Streptomicine 1 g - Soludecadron injectable - Novalgine injectable - Xcilocaine 1 et 2 % Flacens vides pour transfusion (ou sachets en plastiquel - Gaze - Elastoplast - Pansement -Sérum antitétanique - Vaccin anti-colérique -Vaccin anti-polio - Perfusion - Appareils à tension - Alcool et eau oxygénée - Antiseptiques locaux (Mercurochrome) Film pour radiographie - Bouteilles d'oxygène liquide.

MANIFESTATION A MARSEILLE CONTRE L'INTERVENTION SYRIENNE **AU LIBAN**

Samedi 19 juin, à 19 heures, une manifestation s'est déroulée de la Canebière à la place d'Aix, qui a réuni plusieurs centaines de manifestants contre l'intervention syrienne au Liban et le soutien de l'impérialisme français au bourreau Assad. Drapeau palestinien en tête. tout au long du parcours, mots d'ordre et banderoles «Pour une Palestine laïque et démocratique», «Assad, Hussein, assassins, Giscard complice», «Troupes syriennes hors du Liban», «Liban-Palestine même combat», «Sionistes racistes, assassins». Avant la dissolution, deux interventions en français et en arabe, ont rassemblé plusieurs centaines de travailleurs du quartier dans la rue ou penchés aux fenêtres.

INTERNATIONAL

Afrique du Sud : MALGRÉ LA RÉPRESSION

NOUVELLES MANIFESTATIONS

Alors que le bilan officiel de la répression fait état de 128 morts et de plus de 1 200 blessés, alors que la presse annonçait hier matin un «retour au calme», de nouvelles manifestations ont eu lieu dans les ghettos noirs de Prétoria. Des écoles, des autobus et des bâtiments administratifs ont été incendiés. La continuation de ce mouvement de masse montre bien qu'il ne s'agit pas là d'une flambée de désespoir passagère, comme on tente de le faire croire, mais bien d'une étape décisive de la lutte de libération du peuple d'Azanie.

L'AFRIQUE DU SUD, PILIER DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

L'Afrique du Sud est de loin le premier producteur mondial d'or (plus de la moitié de la production mondiale. C'est le premier producteur mondial de diamants, de platine et de manganèse, le deuxième producteur d'uranium et d'a-

L'Afrique du Sud exporte plus de cinquante minerais dont certains ont une très grande importance stratégique pour l'impérialisme US. Les Etats-Unis importent 35 % de leur antimoine, 50 % de leur chrome, 10 % du manganèse.

Plus de 375 trusts américains ont des investissements dans les secteurs-clés de l'industrie sud-africaine : Général Motors, Ford, Chrysler ; pour le caoutchouc Firestone, Goodyear; dans les mines US Steel, Charles Engel Hard; Mobil, Esso, Caltex ont des concessions pétrolières.

Une part importante de la puissance économique de l'impérialisme américain est donc fondée sur la fourniture de ces matières premières et sur la surexploitation de la classe ouvrière africaine garantie par le système de l'apartheid

L'IMPERIALISME **FRANÇAIS EN ACCUSATION**

Au cours de la séance du Conseil de Sécurité de l'ONU qui a adopté une résolution condamnant l'apartheid et la répression en Afrique du Sud, les pays africains ont vivement attaqué la politique du gouvernement français qui fournit armes, équipements et réacteurs nucléaires au gouvernement raciste. Ils ont indiqué que les hélicoptères actuellement utilisés pour réprimer les manifestations avaient été vendus par la France. Le représentant du gouvernement français s'est très maladroitement défendu en prétendant que les réacteurs nucléaires qui devaient être fournis aux racistes étaient destinés à un «usage pacifique». Il a taxé les représentants africains de «démagogie». D'autre part, en Zambie deux cents étudiants ont manifesté contre la livraison par la France de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud ; ils ont lancé des pierres sur l'Ambassade de France et brisé des

DÉPORTATIONS DANS LES BANTOUSTANS

pouvoir, Vorster poursuit et perfectionne la politique d'apartheid, tout en développant une large propagande sur le «développement séparé» prétendant qu'il s'agit d'une voie originale vers l'indépendance. Cette propagande est d'ailleurs reprise par le sinistre Médecin, maire de Nice, secrétaire d'Etat de Giscard et disciple zélé de Vorster.

Le gouvernement raciste a divisé artificiellement les 13 millions d'Africains en 8 «nationalités» auxquelles sont attribués 13% du territoire. Mais cette portion du territoire est divisée en 276 zones, dispersées et enclavées dans le territoire «blanc».

Cependant, le développement de l'industrie a amené toujours davantage de travailleurs africains dans les villes (1 million huit cent mille en 1946, 3 millions quatre cent mille en 1960). Le gouvernement Vorster a donc institué des mesures permettant un contrôle encore plus étroit de la main d'œuvre. Maintenant, une loi interdit à un Africain de rester plus de 72 H dans une

Depuis son arrivée au ville s'il n'y a pas résidé depuis sa naissance ou travaillé depuis. Cela ouvre déjà largement la porte aux expulsions et déportations ; mais ce n'est pas tout : le pouvoir peut aussi chasser des villes les «indésirables», c'est-à-dire les Africains de faire grève ou de manj- bout de cette période, le

fester. Quand les prisonniers politiques sortnet de prison, ils sont expulsés dans les

Une loi de 1968 oblige tout Africain à passer par un bureau de placement dépendant de sa tribu : chaque membres d'organisations bureau donne un contrat de politiques, ceux qui tentent travail d'un an maximum ; au

travailleur doit retourner dans sa réserve. On voit où la circulaire Fontanet trouvait son inspiration 1

Toutes ces lois permettent aux racistes de procéder quand bon leur semble à des déportations massives dans des villages des réserves, en fait de véritables camps de concentration.



le ahetto llinge

«ON LES A PRÉVENUS VENDREDI»

Voici quelques témoignages sur ces déportations : Camp de Limehill : «On a prévenu vendredi 26 janvier 1968 les enfants de l'école de Méran que leurs parents devraient déménager lundi. Le lundi des camions venaient chercher neuf cents personnes. C'était le début d'une opération de déportation qui allait concerner treize mille Africains... Quand les premières familles sont arrivées à Limehill, il n'y avait que quelques tentes ; pas de maisons, ni de transports, ni d'installations sanitaires, pas d'eau courante. Les gens qui arrivaient ont dû creuser des latrines...»

Camp de Sada : «Il y a 589 maisons, des baraques en préfabriqué où l'on a froid en hiver et où on étouffe en été ; la plupart sont faites entièrement en tôle ondulée. Le camp est hideux avec ses rangées de baraques, pas de jardins pas d'arbres, parce qu'on n'a pas assez d'eau»

LES USA L'AFRIQUE

Kissinger doit rencontrer demain Vorster en Allemagne. C'est un complément à son périple africain d'il y a quelques semaines. La place tenue par le bastion raciste dans l'actuelle politique américaine sera sans doute au centre des débats, ainsi que l'appui que les USA donneront à ce régime pour le maintenir contre la révolte des Africains.

Pendant ce temps, le secrétaire d'Etat américain à la défense s'est rendu pour la première fois dans des pays africains. Après avoir promis 12 F5 au Kenya, il a promis de grandes quantités d'armes terrestres et des hélicoptères au Zaire. Pour contre-carrer la pénétration soviétique qui se manifeste notamment par des livraisons d'armes, les Etats-Unis se constituent une clientèle parmi certains pays africains. Les rivalités soviéto-américaines en Afrique conduisent

à une division des pays africains, chacun armant certains régimes contre d'autres. Cette rivalité s'oppose à l'unité des pays africains née de leur lutte commune dans les rangs du Tiers Monde et contre les régimes racistes d'Afrique australe.

L'un des aspects majeur de la politique de Kissinger est l'opposition affirmée au régime rhodésien, petit frère de l'Afrique du Sud. Dans ce cadre, il avait promis une aide de 12,5 millions de dollars au Mozambique, aide rejetée par les parlementaires américains. Mais leur vote sera reconsidéré et finalement sans doute l'aide acceptée : en cherchant à se placer dans les deux camps à la fois, avec l'Afrique du Sud et contre le régime de Rhodésie, les Etats-Unis donnent une image de leur politique; celle d'un impérialisme qui ne sait à quel saint se

Giscard en visite à Londres

LE POIDS DE L'ALLEMAGNE DANS LA RENCONTRE FRANCO-BRITANNIQUE

à la télévision britannique : «J'aimerais que nos relations avec la Grande Bretagne soient maintenant similaires à celles que nous avons avec la République Fédérale d'Allemagne». Son voyage en Grande-Bretagne est placé d'emblée sous le signe des

Hier soir, Giscard déclarait rivalités dans la construction européenne.

> Les relations économiques franco-britannique ne sont pas des plus exemplaires : le tunnel sous la Manche est provisoirement abandonné, et dans le domaine aéronautique, la réalisation du

DÉCLARATION DE CALLAGHAN A PROPOS DE L'OTAN

Nous devons avoir une défense solide, ce qui revient pour nous à sauvegarder la force et la cohésion de l'OTAN. Comme vous savez, nous avons récemment concentré notre effort militaire du côté de l'OTAN, nous avons 55 000 hommes sur le continent européen, nous participons à la seconde force aérienne tactique alliée, nous fournissons environ 70 % des forces navales immédiatement disponibles au sein de l'OTAN pour la défense de l'Atlantique Est et de la Manche. Et bien sûr, nous sommes le seul membre européen de l'OTAN qui contribue à la force de dissuasion nucléaire stratégique de l'Alliance.

Nous souhaitons vivement développer une contribution spécifiquement européenne à l'Alliance atlantique, en harmonisant notamment nos programmes d'équipement militaire. La récente création d'un groupe européen indépendant doté de cette mission précise constitue un pas important dans la bonne direction.

Jaguar, d'hélicoptères et de accords et les rivalités missiles, ne vient pas franco-allemands, l'Europe contre-balancer les difficultés sera alors soumise aux de Concorde ; depuis cette grande entreprise, les deux industries aéronautiques n'ont plus pratiquement collaboré.

Par contre, les relations entre la France et l'Angleterre ont marqué l'histoire de l'Europe. A trois reprises De Gaulle a rejeté toute demande d'adhésion de la Grande Bretagne au Marché Commun, entre 1963 et 1967. En 1971, sous Pompidou se réalise ce que l'on a appelé l'Entente Cordiale entre Heath, alors premier ministre anglais et Pompidou. La Grande-Bretagne devient alors membre de la CEE, malgré une violente opposition des Trade-Unions, notamment.

En entrant dans le Marché Commun, l'Angleterre amène un nouveau facteur : dominée auparavant par les

alliances et aux oppositions qui peuvent naître entre les trois partenaires de puissance équivalente. Le poids grandissant de l'Allemagne fédérale sera l'arrière-fond des conversations de Londres. Giscard et Callaghan parviendront-ils à un accord quidonne aux relations francobritanniques autant de poids qu'aux relations franco-allemandes ? C'est l'une des questions de ce sommet.

• THAILANDE : Les Américains ont remis dimanche 20 juin leurs deux dernières bases militaires, la base aérienne d'Utapao et la station de surveillance électronique de Rama-

Quelques centaines de «conseillers militaires» resteront cependant en Thailande.

. USA-TURQUIE : L'accord entre la Turquie et les USA signé le 26 mars dernier, vient d'être porté devant le Congrès, où il est en butte à une forte opposition: l'accord ne comporte aucune concession turque à propos de Chypre, et de nombreux parlementaires suivent le «lobby

grec» dans l'opposition à l'aide d'un milliard de dollars échelonnés sur quatre ans. L'enjeu est la réouverture des 26 bases militaires US en Turquie; si l'accord n'était pas accepté les relations turco-US empireraient et les bases resteraient fermées si elles n'étaient pas démantelées.

ECONOMI

Le projet de loi sur les plus-values

UN COMPROMIS AU SEIN DE LA MAJORITE

C'est aujourd'hui que se terminera selon toute vraisemblance la discussion du projet de loi sur l'imposition des plus-values. Il reste à discuter de l'amendement Bignon demandant le renvoi du principe même de l'imposition en commission. Mais cet amendement s'il n'est pas retiré sera de toute façon rejeté, il aurait pour conséquence de remettre en cause l'ensemble du projet.

Puis ce sera le vote final qui verra l'adoption du projet

L'adoption de ce texte par l'Assemblée Nationale constitue-t-elle un succès pour le gouvernement qui en faisait un projet essentiel dans sa politique dite de réforme?

Sur ce plan du réformisme giscardien, le projet s'est dégonflé comme une baudruche. Même Giscard lors de son entretien télévisé avec Chancel insistait pour en minimiser l'importance. Quant au but véritable de cette loi ; Grienter les capitaux vers le financement des restructurations du capitalisme et les investissements productifs qu'elles impliquent, les détourner de la spéculation, son impact avant même que le projet ne soit présenté au gouvernement était déjà bien limité, il en allait de même pour son incidence financière.

De plus, la discussion du projet au Parlement a éclairé d'une lumière crue les dissensions qui traversent la coalition gouvernementale.

L'UDR RAPPELLE SON POIDS PARLEMENTAIRE A SES ALLIÉS

Des suspensions répétées de séance (jusqu'à cinq par soirée de travail) aux dépôts systématiques d'amendements (plus de six cents), toutes les ficelles parlementaires ont été utilisées, par nombre de députés de la coalition présidentielle pour enliser le projet et en retarder au maximum son adhésion. Cette bataille parlementaire a permis à l'UDR de rappeler aux autres partis de la majorité parlementaire son poids, de signifier qu'elle ne tolérerait pas certaines orientations dans la politique de défense et une alliance RI-CDS qui réduirait sa représentation parlementaire. Ceci explique qu'elle se soit contentée de montrer sa force mais qu'elle n'a pas mené la bataille jusqu'au bout, car les risques auraient alors été trop

grands pour elle, et que fondamentalement, excepté une poignée de ses députés, elle n'avait pas d'intérêt particulier à barrer la route à un projet aussi limité.

LA RÉSISTANCE DES COUCHES TRADITIONNELLES

Au-delà de ces rivalités partisanes, la discussion parlementaire a confirmé les résistances auxquelles se heurte le capital monopoliste de la part des couches traditionnelles dont électoralement il est dépendant, dans son entreprise de modernisation des structures économiques. Certes, cette loi telle qu'elle est ne les gêne guère, mais elle risque de constituer un précédent dans la taxation des plusvalues spéculatives et ouvre la voie à son renforcement.

Une partie de l'UDR. que symbolise bien le député H. Rolland s'est efforcée d'amoindrir au maximum la portée financière du texte, au nom de la défense de la propriété, de la rente et des situations acquises. Ce courant n'a pas cherché, n'en ayant pas les moyens politiques, à rejeter en bloc le texte mais à le vider de sa substance. A plusieurs reprises, il s'est trouvé plusieurs dizaines de députés de la majorité pour voter des amendements qui auraient retiré toute signification au texte gouvernemental.

Un autre courant, dont on trouve nombre de représentants chez les réformateurs et républicains indépendants mais auquel appartient aussi un député UDR comme Fanton (un

des rares députés UDR à s'être prononcé pour un impôt sur le capital et à avoir déposé un amendement dans ce sens) s'est montré davantage soucieux de préserver de la taxation le marché financier (comme une des sources de financement des investissements productifs) au détriment de l'or et de l'immobilier (les deux formes de plus-values les plus répandues et les moins productives

LES LIMITES DE LA BATAILLE MENÉE PAR L'UDR LA PEUR DES LUTTES

Mais lors de tous les votes importants (renvoi de l'amendement Bignon. élargissement de l'impôt sur les grosses fortunes, renvoi du projet en commission) la coalition gouvernementale a tant bien que mal refait son unité face à l'opposition et voté, à l'exception d'une poignée de députés, massive-

ment avec le gouvernement. Un seul amendement a été adopté avec les voix de la gauche, mais il est mineur (sous certaines conditions, après cinq ans notamment, les moins values immobilières seront déduites des plus values non spéculatives) et son incidence financière sera limitée.

Le rapport de force sur la scène politique et dans la société imposait donc

ce compromis que le gouvernement par son esprit de conciliation n'a cessé de chercher et qu'il obtiendra probablement aujourd'hui. Face au développement des luttes ouvrières et populaires, les partis bourgeois au pouvoir ne pouvaient pas se permettre de demeurer ouvertement divisés, ils étaient contraints de resserrer les

Pascal MAZUS

LES PRINCIPALES MODIFICATIONS AU TEXTE GOUVERNEMENTAL PAR LES PARLEMENTAIRES

PRINCIPALES CATÉGORIES DE PLUS-VALUES

LES MODIFICATIONS PRINCIPALES INTERVENUES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CE QUE PRÉVOYAIT LE PROJET GOUVERNEMENTAL INITIAL

Les moins-values boursières pourront

être déduites des plus-values bour-

Réduction de 50 % dans le calcul de

Les plus-values boursières seront tota-

l'impôt sur les plus-values mobilières.

VALEURS MOBILIÈRES

Délai à partir duquel la taxation sera éliminée : 40 ans

• OBLIGATIONS

Totalement exonérées.

· ACTIONS

Le projet initial prévoyait une période de deux ans de détention, pendant laquelle le bénéfice réalisé serait taxé sans aucune atténuation au titre de l'inflation.

OR ET OBJETS D'ART

4 % à l'exception du napoléon.

IMMOBILIER

Résidence principale

Résidences secondaires Exonération dans tous les cas

Soumises à l'impôt.

Autres immeubles

Taxés avec abattement forfaitaire de 3 000 F et prise en compte de l'érosion monétaire, après la 2º année (de 3 % à

Le contribuable devait apporter la preuve que sa plus-value n'était pas spéculative.

- Terrains non bâtis

Délai à partir duquel la taxation n'existait plus. : 40 ans.

Délai à partir duquel la taxation était progressivement éliminée : 40 ans.

Soumises à une taxation similaire à celle des actions.

lement exonérées au bout de dix ans.

Le spéculateur pourra déduire de ses plus-values tirées de la vente des actions, ses moins-values obligataires (et inversement).

Cette période est réduite à un an, mais cette concession ne coûtera pratiquement rien à l'État.

Le napoléon (pièce d'or de 20 F) sera aussi soumis à la taxation. Ce qui devrait rapporter environ 80 millions de F. au gouvernement.

Pas de changement.

Assouplissement de la taxation (abattement forfaltaire relevé, après une période de 5 ans). «Dans la plupart des cas les plus-values réalisées sur les résidendences secondaires ne seront pas imposables». Fourcade.

Relèvement de l'abattement forfaitaire de 3 000 à 10 000 F.

Les plus-values considérées comme spéculatives sont réduites ; elles sont enumérées par un amendement. Cette réduction du nombre des plus-values taxées plus sévèrement que les autres fera perdre une partie non négligeable des 300 millions que cette taxation rapportait à l'État depuis 1963.

Sous certaines conditions, les moinsvalues immobilières seront déduites des plus-values non spéculatives. Délai réduit à 20 ans.

Perte pour l'État estimée par certains financiers bourgeois à près de 100 millions de F.

Délai réduit à 30 ans.

- Terrains agricoles

1) A ces principales modifications vient s'ajouter à l'initiative des parlementaires, une déduction dans le calcul des plus-values des intérêts et emprunts contractés pour se loger. La perte financière pour l'Etat est estimée à plus de 100 millions de francs.

2) A été aussi prévu, par

Exonérés.

amendement, un paiement fractionné des impôts sur les plus-values sur 5 ans. Conséquence : l'Etat récupérera moins vite qu'il ne prévoyait les sommes qui lui seront

3) Si le gouvernement a dû à diverses reprises accepter des compromis coûteux, son texte initial

n'a pas été bouleversé. Au lieu de rapporter un peu plus de 2 milliards, comme cela était initialement prévu, la taxation au terme de son adoption parlementaire fournirait quand même près de 1,5 milliard (d'après les premières estimations de financiers bourgeois).

4) La portée financière

du projet se trouve ainsi réduite. Or le texte initial était déjà singulièrement limité: il ne devait concerner que 200 000 personnes et ne rapporter qu'un peu plus de 2 milliards. A titre de comparaison, l'impôt sur le revenu tel qu'il est prévu, rapportera 70 milliards en 1976, la T.V.A. 150 milliards.



Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRmit Adresse Postale: BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19 CCP nº23 132 48 F Paris

Directeur de Publication : Y.CHEVET Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP Commission Paritaire: 56 942

REPORTAGE

A Apt dans le Vaucluse

reportage de Robert RIVIERE du bureau régional

LA LUTTE DES PETITS PRODUCTEURS DE CERISES -2

QUEL AVENIR POUR LA PAYSANNERIE DE LA RÉGION D'APT

N'IMPORTE QUOI, MÊME DES CHARDONS

Les petits paysans les plus touchés par la mévente, à cause de l'importation massive de cerises d'Italie, sont contraints à des pis-aller : aller vendre directement leurs trois ou quatre cents kilos de cerises sur différents marchés pour les vendre à un prix décent et retirer un peu d'argent immédiatement disponible; d'autres ont arrêté de cueillir les plus mûres pour la plus grande joie des oiseaux : d'autres encore ont préféré laissé les derniers arbres de cerises rouges à l'équipe qui les ramasse. «Plutôt que de les voir pourrir et de risquer de faire mourir mes arbres en les laissant dessus, je préfère leur donner, ils

Les producteurs de cerises aux prises avec la société Apt-Union, sont victimes des importations italiennes et de la spéculation sur les stockages des fruits. Pour les petits producteurs, c'est la survie même de leur exploitation qui est en jeu.

La mécanisation de la cueillette des cerises, dans les' conditions actuelles, n'est en aucun cas un moyen d'y remédier, bien au contraire. Sans parler de l'utilisation qui est faite de cette mécanisation pour tenter, quoiqu'avec peu de chance d'efficacité, de faire croire à la possiblité de «s'en sortir» sans lutte contre les capitalistes de la confiserie, qui se servent aussi des coopératives pour renforcer l'exploitation des produc-

ce paysan en me montrant le papier du courtier. mis à planter une récolte supplémentaire entre les jeunes arbres ou dans un champ habituellement laissé en repos : melons, tomates, carottes, navets... ou même des chardons comme l'a fait un paysan des environs

les ramassent pour le de Bonnfeux : «Ça au kirsch à 0,70 le kilo» dit moins c'est sûr, il en faut moins c'est sûr, il en faut beaucoup pour un kilo, mais au moins je sais que Presque tous, ces deux ça se vend, même si ce dernières années, se sont n'est pas la fortune mis à planter une récolte assurée la Ces chardons servent à carder la laine dans les filatures, sans la déchirer. «Ce ne sont pas des solutions» disent tous les paysans «mais en faisant plusieurs récoltes, on a toujours espoir de s'en sortir».

américaine avec un arroarbres reprennent racidéjà été vendues dans la région et le Conseil Régional a débloqué des crédits pour aider la cueillette mécanique.

«Ces machines valent 5 millions anciens, elles sont très rapidement amorties pour une récolte annuelle de 50 tonnes. Cette année, les paysans seront obligés de payer au moins 0,80 F/kg pour la cueillette, sur la base de 50 tonnes, la machine est remboursée en un peu plus d'une saison alors qu'elle est payable sur cing ans» vous dira tout



QUI PROFITE DES COOPÉRATIVES DE CERISES ?

La région compte deux coopératives, une à Cucurron et une à Bonnieux, d'une capacité de stockage de deux cents et huit cents tonnes. Elles ont été construites avec l'argent des coopérateurs, il y a près de cinquante ans pour celle de Bonnieux dont nous prendrons l'exemple. Depuis de nombreuses année, cette coopérative sert d'entrepôt à Apt-Union qui surveille :

1º La préparation des cuves en enduisant les murs avec de la paraffine pour empêcher que la solution d'eau mélangée avec du soufre n'attaque les cuves,

2º La conservation des cerises, moyennant une prime de stockage de dix à quinze centimes par kilo, ce qui est parfaitement incontrôlable puisque le prix payé par Apt-Union aux coopérateurs inclu cette prime. En fait Apt-Union utilise gratuitement cette coopérative. fruit de deux ans de privations pour ses fondateurs. Comment ? C'est simple : sur les 1,95 F qu'Apt-Union devait payer en juin 75, seulement un franc a été versé comptant, le reste, 0.95 F, n'a été versé que près d'un an plus tard, en mai 76. Si l'on estime que le taux d'inflation a été de 15 % dans l'année, c'est plus de 0,14 F/kg que les producteurs ont perdu, ce qui pour Apt-Union, compense la soi-disant prime de stockage.

La coopérative retenant neuf centimes pour les frais de fonctionnement, le prix réel perçu par les producteurs pour 1975 est diminué de plus de 23 centimes/kg soit moins de 1,72 francs par kilo. Ajoutons qu'Apt-Union envoie un contrôleur en permanence à la coopérative pendant la saison des cerises pour choisir les plus belles et les envoyer directement à leur usine de fruits confits et fruits au sirop : la FRAPT. Toutes les autres sont stockées dans les cuves de la coopérative sans aucune obligation d'achat de la part d'Apt-Union.

Parions que le syndicat de la cerise, censé regrouper les producteurs de cerises, n'est pas prêt à dénoncer un tel scandale : certains de ses adhérents, dirigeants ou actionnaires à Apt-Union sont parmi ceux qui se partagent les profits réalisés sur le dos de la masse des

LA SECOUEUSE ET LES ACCESSOIRES

La machine, pour avoir toute son efficacité, doit travailler avec un tapis roulant qui coûte aussi cher. Les cerises secouées sont meurtries et doivent être plongées dans un bain d'eau sulfureuse dans les trois heures suivantes sinon elles ne sont plus bonnes, elles doivent donc être transportées dans les cuves avec de petits camions de deux à trois tonnes pour ne pas trop attendre, même ces camions sont équipés de bacs; au minimum deux camions seront nécessaires pour faire la navette. Faites l'addition

DES RÉTICENCES A LA MODERNISATION CONCUE POUR LE COMPTE

DES CAPITALISTES

«Il ne faut pas regarder les 10 ou 12 kg restés sur l'arbre ou tombés à terres disent les constructeurs, «il ne faut voir que votre gain final». Cette logique capitaliste du rendement maximum diminue l'espérance de vie des cerisiers : «La première fois que j'ai assisté à la cueillette mécanique avec une secoueuse américaine, placé à dix mètres de la machine, je remuais autant que l'arbre, explique un jeune producteur, ensuite nous l'avons pris à deux et nous l'avons secoué nous-mêmes, il était pres-

que déraciné».

Un autre : «Moi, je veux bien croire que ça n'abîme pas les arbres, en attendant, je l'ai fait faire deux années de suite et j'en ai trois qui sont morts. Cette année je fais tout ramasser à la main ; ou tout au moins celles que me prendront les confiseurs».

Ainsi, pour les petits producteurs, la mécanisation de la cueillette actuellement envisagée n'apparaît que comme une «solution» aboutissant à leur ruine. Dans la mesure où l'achat de l'équipement moderne permettant de ramasser et de commercialiser plus vite de grandes quantités de cerises est au-dessus de leurs moyens, la vivacité de la concurrence à laquelle ils doivent faire face sur le marché, s'accroît. Dans la mesure aussi où le recours, sans l'acheter, à l'équipement moderne, tel qu'il est concu, entraîne des dégâts pour les arbres fruitiers, les pertes sont d'autant plus durement ressenties sur une petite plantation de cerisiers.

VERS LA MÉCANISATION DE LA CUEILLETTE ?

Dans la région, un homme voit l'avenir avec optimisme : le dépositaire de «Massey-Ferguson» au Chêne (petit village à 3 km d'Apt). «Ne vous inquiétez pas pour les petits paysans du cein, ils ont de l'argent. Le Vaucluse fait partie des deux départements où se vendent le plus de tracteurs. L'avenir, c'est la petite exploitation familiale mécanisée, en regardant mes comptes je constate qu'avec elles les factures sont réglées sans pro-blème.» La mécanisation de la cueillette ? «C'est la seule solution d'avenir» disent en cœur ce dépositaire et le directeur de la CUMA de Roussillon. (CUMA : Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles).

«Il y a deux sortes de machines : la secoueuse sage obligatoire après son passage pour que les nes; et la vibreuse hollandaise qui secoue branche par branche.» Six de ces machines ont

vendeur de matériel.

Qu'en est-il en fait ?



Vous payez les cerises 7 ou 9 F le kilo : à qui va l'argent ?

Quand le producteur les vend 3,70 F, c'est un bon prix pour lui. Il fait 0.30 F de bénéfice par kilo. Le prix de revient se décompose ainsi

1,80 F de frais de ramassage,

0.30 F de frais de transport, 1,30 F de frais divers (entretien du verger...)

Mais le même kilo de cerises, vendu 3,70 F au grossiste, sera vendu 4,50 F à Rungis. Là-dessus, il faut

0,30 F par kilo de transport,

et vous comprendrez vite que tous les paysans, même regroupés à deux

ou trois, ne pourront pas

s'équiper et seront donc

La mécanisation oblige-

rait les paysans à tailler

différemment les arbres

pour que les branches

soient bien verticales

pour faciliter le ramas-

sage mécanique et pour

permettre une meilleure

maturité homogène con-

trairement à la taille

actuelle qui laisse les

dessous des arbres en-

core verts à la cueillette.

amenés à disparaître.

0.45 F de bénéfice pour le commissionnaire.

Et le détaillant qui se sera fourni à Rungis pourra les revendre jusqu'à 9 F le kilo, puisqu'il a le droit de multiplier par deux le prix de vente. Est-ce contre tous les intermédiaires parasitaires que

Fourcade entend lutter ? Pas du tout, il veut simplement réduire les variations trop rapides des prix 1

BLOC-NOTES

LA NÉCESSITÉ VITALE DES BOISSONS EN PÉRIODE DE CHALEUR

Tout au long de l'année les travailleurs sédentaires qui ne sont pas exposés à une température dépassant 20° doivent boire une quantité d'eau d'au moins 2 litres par jour (1 litre déjà apporté par l'alimentation) pour compenser les pertes ; sudation, respiration, urines.

DANS LES USINES

Les travailleurs manuels qui sont en permanence dans une atmosphère particulièrement chaude ou poussiéreuse ne sauraient eux, se contenter de si peu : l'effort musculaire intense ajouté à l'effet de la chaleur entraîne une perte d'eau par sudation qui doit être compensée pour éviter la déshydratation (pertes non comsées) puis les malaises.

Les hauts fournistes, les mineurs, les blanchisseurs... qui travaillent (particulièrement en étél dans des atmosphères avoisinant 40° peuvent avoir besoin de boire jusqu'à 8 litres d'eau en supplément dans une journées

POUR LES BÉBÉS

Pous les bébés, jeunes enfants l'approche des gran-



des chaleurs présente les mêmes-dangers de déshydratation si leurs boissons sont insuffisantes.

Un bébé est formé d'eau à plus de 60 % (plus il est petit et plus l'eau est essentielle pour lui). En période de chaleur si l'on oublie de lui donner à boire, il va dans un premier temps diminuer l'élimination par les urines, ce qui sera insuffisant, puis continuant à perdre de l'eau par sudation son sang deviendra trop concentré, pauvre en «eau», le bébé a son

cerveau mal irrigué devient apathique, mou et peut convulser

MESURES A PRENDRE POUR LES BÉBÉS ET LES JEUNES ENFANTS_

Pour éviter ces inconvénients quelques règles simples sont à observer ce sont les mêmes en période de chaleur qu'en période de fièvre (lors d'un infection quelconque, d'une rougeole, varicelle...)

Par rapport à nous, mamans ou papas, une comparaison : quand nous avons chaud les enfants on très chaud, quand nous avons froid ils ont très froid -d'où les habillements en rapport : en été le moins possible, éviter les vêtements qui collent à la peau et mettre vêtements amples ou flotflottants de couleur claire, blanc le plus possible qui repousse la chaleur (alors que les couleurs proches du noir l'absorbent au contraire).

Le plus important reste la

boisson. Les bébés doivent boire très souvent dans la journée de petites quantités d'eau, de jus de fruits, de bouillon (salé normalement).

Quand un enfant est grognon, pleure ou réclame, il faut toujours penser -même s'il ne réclame pas à boire- à lui proposer car cela peut être le premier signe d'alarme avant l'état apathique qui veut dire déshydratation.

Devant un enfant «endormi» dont les membres sont flasques et mous, ne pas s'inquiéter outre mesure et compenser aussitôt la déshydratation en lui faisant boire du jus de fruits sucré (le sucre est nécessaire pour son cerveau privé un moment d'irrigation), du bouillon salé, (il a perdu du sel par sudation intensel, en 1h ou 2h les signes doivent disparaître ; il faudra continuer à lui donner à boire normalement. Si les signes persistent amener l'enfant aux urgences de l'hôpital le plus proche. Il sera peut-être nécessaire de l'hospitaliser une journée pour compenser la déshydratation avec une perfusion intraveineuse (des mêmes liquides, eau sucrée et eau salée) plus rapidement que par les boissons

(à suivre)

PROGRAMME TÉLÉ

MARDI 22 JUIN

18 h 50 - Pour les jeunes A la bonne heure

19 h 50 Chateau

Espérance 19 h 20 - Actualités

Régionales 19 h 40 - 1mn pour les

femmes

19 h 45 - Alors, Raconte 20 h 00

Journal 20 h 30 - La Sentinelle du

matin. Reportage 21 h 40 - Bambois ou la vie autre.

23 h 00 - Journal et fin:

18 h 00 - Philibert, la fleur 18 h 15 - Le palmarès des

enfants.

TV service 18 h 55 Des chiffres et

des lettres

19 h 45 Y'a un truc

20 h 00 Journal

20 h 35 L'Indien Débat:les indiens

- Journal et fin

FR3

18 h 45 - Pour les jeunes 19 h 45 - Programmes

Régionnaux 19 h 50 Actualités Régionales

19 h 40 - Tribune libre 19 h 55 - Au fil du rhône

20 h 30 - Le Gentilhomme la Louisiane Westerns

22 h 50 - Journal et fin

FEUILLETON

Hebken de Youenn coic

Conte gueux

RESUME

Le 21 octobre 1805, Jakez Nader tailieur à Pontl'Abbé-Lambour, a recueilli une vagabonde, Mariannig Vro Bagan, sur le point d'accoucher.

Le lendemain il va annoncer la naissance de Youenn à l'administrateur de l'hôpital, qui refuse de s'occuper de l'enfant. A son retour, Jakez a une surprise.

2º EPISODE

Kathel Malloz (1) était allé raconter à Mijan et Perrinig, ses voisines, les évènements de la nuit. Aux femmes, on ne peut jamais dire «Tiens ta lanque tranquille», sans en même temps leur attacher les jambes. Mariannig Vro Bagan était partie pendant ce temps. C'aurait été soulageant pour Jakez Nader, si elle avait emporté son marmot.

Mais elle avait laissé son Youenn pour payer l'hôte.

- Va le jeter dans la rivière cette nuit, dit Kathel Malloz, qui avait un galet entre les poumons ; mets-le dans un sac, et attache un caillou à son cou . On croira que c'est une portée de chats crevés, quand il commencera à sentir le pourri

Je ne suis pas de ton avis, Kathel. Tu n'as pas eu de quoi me faire un héritier. Celui-là est trop morveux de par sa mère pour être jamais digne de mon nom. Mais c'est mieux que rien, et je le garde. Je lui apprendrai mon métier et c'est lui qui nous remboursera les frais de nourrice, quand je serai trop myope pour enfiler l'aiguille. Tu seras bien contente, lors, de ne pas t'être salie l'âme par un péché mortel.

Il n'y a pas de péché, répliqua vertement Ka-

thel Malloz ! Il n'est pas baptisé. Ce n'est pas un Chrétien

Va chercher le vicaire, Kathel. Je ne serai pas ranquille avant qu'il aura eu l'eau bénite sur le front, ce petit.

En maugréant, la femme du tailleur fit obéissan-

Et Youenn fut baptisé le lendemain de sa naissance, parce que c'était la meilleure garantie qu'il ne serait pas sournoisement submergé. Un petit bain le sauva sans doute de la noyade.

On eut des nouvelles de sa mère deux jours plus tard : d'après le recteur (2) de Tréméoc, un paysan du côté de la Coudraye l'aurait vue détalant à grandes enjambées en direction du nord, pour rejoindre la route de Kemper. La drôlesse n'avait ni remords, ni repentir.

Youenn ne chercha jamais à savoir qui était sa vraie mère. Kathel Malloz, méchante et mauvaise, s'occupa de l'élever et de le dresser, heureusement bridée dans son mauvais penchant par le bon et patient Jakez Nader, qui de son côté fit tous ses efforts pour être comme un père.

Tout le quartier savait que Youenn était un enfant abandonné car, à la mairie, Jakez Nader n'avait pas voulu même lui prêter son nom. Il était écrit : Youenn, sans plus. On prit vite l'habitude de dire: Youenn Hebken (3).

Il n'eut pas une petite enfance honteuse. Le brave Jakez mit son honneur à toujours faire en sorte que Youenn eut sur les fesses un drap bien robuste, et sur l'échine, un morceau de toile solidement cousu à deux manches de drap fort. Pour le diman-

aux Éditions P.J. OSWALD

che, un bonnet bleu, et un gilet brodé à l'envers du cœur d'un petit Saint-Sacrement.

A quatre ans, Youenn Hebken n'était déjà plus un bon à rien, comme les enfants des riches qui ne pensent qu'à jouer, et à jeter des pierres aux mendiants.

Kathel le mettait tous les matins, pour se débarasser de lui, à garder les poules de Fanch Paokamm, le métayer de Férec Mange-charogne, qui tenait le penti (4) de derrière l'église Saint-Jacques. Fanch était un solide gaillard, avant que Napoléon use ses jambes à le promener à droite et à gauche. Il avait fini par être sérieusement boiteux, déjà que dans le pays, on a tendance à se déhancher facilement.

Et de mauvais garnements, méchamment conseillés par des parents hypocrites, profitaient de son infirmité pour lui voler ses poules dans la basse-cour. Il avait beau les voir faire, et aller les dénoncer à Peoch Bras, ou à Perrinig Pen Carn, il perdait son temps et sa fierté, parce qu'on lui disait toujours :

Ce n'est pas possible, Fanch, vous avez dû regarder de travers ; ma mab bihan (5), je lui ai enseigné à être honnête avec tout le monde, et le vicaire au catéchisme lui apprend la même chose. Vous pensez bien qu'il aurait trop peur, ma mab bihan, parce que même, si moi je ne savais pas, le bon Dieu lui, le verrait faire !

Qu'est-ce que vous voulez dire contre ca?

(1) Femme de Jakez Nader.

(2)le curé. (3)sans nom.

(4) petite maison.

(5) mon cher petit.

(à suivre)



IL Y A QUARANTE ANS

par Camille NOEL

LE FRONT POPULAIRE

LE TOURNANT

DES CONCESSIONS PATRONALES ...

Le patronat va très vite tenter de briser le mouvement. A peine Blum installé le 5 juin, la Confédération Générale du Patronat Français lui demande d'intervenir pour mettre fin au mouvement de masse. Le dimanche 7 juin, à minuit trente, les accords Matignon seront signés entre les représen-

travail: ils sentaient qu'ils pourraient, de par l'ampleur de leur mouvement, obtenir plus, et que les accords Matignon pouvaient êtro une manœuvre. dirigé contre eux par la CGPF, les partis bourgeois et les dirigeants réformistes de la CGT, tel Jouhaux.

> LES MANOEUVRES DES DIRIGEANTS REFORMISTES

du respect du droit de propriété patronal.

refuse de reprendre le

Du 8 au 11 juin, c'est à

Paris que se situe le tournant, avec des flottements dans l'action syndicale, la volonté des masses ouvrières de descendre dans la rue et les concentrations de troupes par le ministre S.F.I.O. de l'intérieur, Salengro, le 11 juin. La bourgeoisie, par l'inter-En effet, la direction médiaire de Blum et des

il explique : «il faut savoir déterminer dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées. mais si l'on a obtenu la victoire sur les plus essen-

tielles et les plus importantes des revendications». Le 12, le reflux s'amorce avec la reprise en main du mouvement par les chefs des syndicats qui démobilisent les grévistes. Le 14 juin, «l'Humanité» titre «Les grévistes victorieux et enthousiastes s'apprêtent à reprendre le travail». Le 18, le Parlement vote les lois sociales. Le 7 juillet, devant le Sénat, Salengro assure que le gouvernement fera cesser les occu-

pations et le 16, la CGT lui

apporte son soutien. Le

"IL FAUT SAVOIR

mouvement est cassé.



Devant les Galeries Lafayette à Paris : la cavalerie contre les

LES GREVES REVOLUTIONN 1936ES

Dans d'innocaise Dull's Julin 1936ES

Séviaction FRANCAISE Dull's Usines

TITRE DE L'ACTION FRANCAISE DE L'ACTION FRANCAISE

MAIS SERONT-ILS SUIVIS D'EFFET?

confédérale de la CGT a

Générale de la Production Française), sous les auspices du gouvernement; des accords proposés et voulus par le patronat. L'augmentation des salaires est de 7 à 15 %; elle atteint 50 % et plus pour les femmes et les jeunes, les conventions collectives du travail, établissant et garantissant les conditions de travail dans chaque entreprise ou chaque secteur d'activité, sont reconnues par le patronat, ainsi que l'exercice du droit syndical et l'élection de délégués d'atelier. La semaine de travail est réduite à 40 heures sans diminution de salaire et 15 jours de congés payés sont accordés aux familles ouvrières. Il y a d'incontestables acquis des accords Matignon, Mais le patronat CGPF a cédé sur des points dont il savait qu'il pourrait revenir dessus, avec l'aide du Parti Radical et de la SFIO. Les conventions collectives et le droit syndical ? Il s'agissait seulement de confirmer des lois déjà existantes ; les augmentations de salaires ? Le patronat allait les récupérer par l'intensification des cadences et l'augmentation de la productivité.

A L'INTERDICTION DES OCCUPATIONS D'USINES

Surtout, le patronat avait obtenu, dans le texte des accords Matignon, que les occupations d'usines solent déclarées illegales. Au lendemain de ce dimanche 7 juin, alors qu'il y a plus d'un million de grévistes, on comprend que les travailleurs n'aient pas voulu reprendre le

tout fait pour briser le mouvement. Répondant au désir réel de la classe ouvrière. La CGT s'était réunifiée en mars 1936, au congrès de Toulouse, par la dissolution de la CGTU et par l'entrée des adhérents de cette dernière dans les rangs de l'ancienne CGT de Jouhaux, Jouhaux, l'homme de «l'union sacrée» de la guerre impérialiste de 14-18. Le secrétaire de l'Internationale Communiste, Piatniski, avait défini la réunification syndicale, en ces termes : «L'unité du mouvement syndical assure au Parti Communiste la possibilité d'exercer son influence sur des masses plus larges qu'actuellement... les communistes renonceront-ils à avoir des fractions communistes dans ces syndicats ? Renonceront-ils à y poursuivre une politique ? Bien entendu que non». Le PC, entérinera l'obligation, pour les anciens dirigeants de la CGTU, de démissionner du comité central du PC, pour être au secrétariat confédéral, mais aussi les condamnations par Jouhaux, des fractions communistes syndicales, les concessions qui traduisaient, dans le processus unitaire. le rapport des forces favorables à Jouhaux, n'ont pas semble-t-il été compensées par la volonté systématique du PC de mener un travail communiste dans le syndicat. La majorité reste aux anciens de la CGT (Jouhaux est secrétaire général), le mouvement syndical réunifié va endiguer le mouvement des masses et le fourvoyer dans la voie de la légalité bourgeoise et

radicaux, lance une grande campagne alarmiste contre la «violation du droit de propriété» et «l'anarchie» du prolétariat qui

TERMINER UNE GREVE"

Cette phrase de Thorez, le 12 juin 36, a fait l'objet sur le moment et ensuite, d'abondants commentaires.

Les trotskystes ont vu dans cette consigne de Thorez, un coup d'arrêt donné à un mouvement qui «pouvait déboucher de façon imminente» sur la révolution socialiste. C'est l'époque où Léon Trotsky fait paraître son article intitulé : «La révolution française». Leur condamnation de la déclaration de Thorez s'appuie en fait sur une condamnation de la tactique de front populaire, sur le rejet des directions de la 3º Internationale jugées opportunistes parce qu'elles ne lancent pas le mot d'ordre de la révolution prolétarienne immédiate. Pour les trotskystes, le front populaire est par essence opportuniste vis-àvis de la bourgeoisie.

DÉFENSE DES LIBERTES DÉMOCRATIQUES BOURGEOISES ..

En fait les directives de l'Internationale, la tactique du front populaire, sont profondément justes. Face à la montée du fascisme, la défense des libertés democratiques bourgeoises c'est la combat des prolétaires qui,

par leur mobilisation doivent non seulement les préserver mais les élargir.

Pour Dimitrov et la 3º Internationale, ceci n'excluait nullement, mais au contraire signifiait la mobilisation des masses hors du cadre étroit du parlementarisme bourgeois, mobilisation pour développer le caractère antifasciste du Front Populaire le plus large possible et tremper en même temps dans la lutte, les prolétaires avec la perspective de préparer la révolution socialiste.

OU BIEN SE METTRE À LA REMORQUE DE BLUM

Le problème que pose le mot d'ordre : «Il faut savoir terminer une grève la est bien celui-là. Non pas qu'il s'oppose à une révolution à laquelle les masses ne sont sans doute pas prêtes mais qu'il contribue à enfermer le mouvement de masse dans le cadre de la politique des dirigeants bourgeois sous prétexte de maintenir les nécessaires alliances de classe du Front Populaire. Le discours de Thorez signifie que les ouvriers doivent savoir ligniter leur victoire à la signature, dans le cadre des

accords Matignon, de con-

ches d'industrie, sous l'autorité du gouvernement Blum, que le PC cherchait à conforter face au mouvement de masse. Il est éclairant, en ce sens, de constater que les boîtes qui ne reprirent pas immédiatement le travail furent bien celles où le rapport de forces, créé lors du mouvement de masse, était tel que les ouvriers voulaient l'utiliser pour arracher des concessions spécifiques à la boîte, outre celles des conventions collectives. Le PC n'a pas péché par trahison à une révolution immédiate, mais en pesant négativement sur le rapport de forces favorable aux masses en le frayant dans le cul-de-sac d'un soutien unilatéral à un gouvernement bourgeois de Front Populaire.

ventions collectives par bran-

En octobre 1936, Thorez condamnera même le principe des occupations d'usines : «devant le développement des campagnes réactionnaires letant le trouble et le doute chez les petites gens, il est mieux de ne pas employer cette forme de lutte». C'est le reflet d'une position qui laisse l'initiative à la bourgeoisie.

UN SEMBLANT D'AUTOCRITIQUE

En 1948, les dirigeants du PCF admettront: «Nous avons cru souvent devoir tout subordonner à l'accord préalable avec les chefs socialistes. Notre parti se laissa entraîner à des échanges de vues sans fin sur les conditions de la participation ministérielle ; il ne parlait que de l'union entre les «partis du Front Populaire»». Nous ne nous sommes pas, dès l'abord, orientés avec assez de fermeté et de persévérance vers les masses nous n'avons pas assez compté sur l'action venant d'en bas. Voilà les raisons profondes de l'effondrement d'un magnifique mouvement miné plus de l'intérieur que de l'extérieur». (J.Berlioz. «Une leçon de l'expérience du Front Populaire». Cahiers du Communisme 1948). Encore, cette position se limite-t-elle à opposer base à sommet sans envisager comment la défense des libertés démocratiques bourgeoises aurait du servir au développement de l'organisation autonome du prolétariat pour la révolution. Le prix payé par les travailleurs va